



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1928 LUNDI 3 FÉVRIER 2014

UDPS

Les dessous du voyage d'Étienne Tshisekedi aux États-Unis

Sauf imprévu, le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) arrive à Washington mardi en provenance de Kinshasa via Paris. La présidence de l'UDPS évoque « une visite de prière et de travail ». L'enjeu principal de ce déplacement tiendrait, d'après maints analystes, de la volonté des Occidentaux à convaincre l'ex-challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011, à tempérer ses ardeurs de « président autoproclamé » pour rentrer dans le processus électoral en s'inscrivant, si besoin s'en faut, dans la perspective de 2016.

Certains esprits tentent d'établir un lien entre cette itinérance et l'obligation faite aux dirigeants africains par l'administration américaine de respecter les Constitutions de leurs pays et de ne pas aller au-delà des mandats leur accordés via des retouches récurrentes des lois fondamentales. Ce rebondissement presque inattendu d'Étienne Tshisekedi sur le plan diplomatique est loin d'être un fait du hasard et dissimulerait bien des sous-entendus, se convainc-t-on.

Page 18



Étienne Tshisekedi wa Mulumba

COOPÉRATION
MULTILATÉRALE

Un appui pour la transparence des finances publiques de la RDC

La Banque mondiale (BM) a approuvé, dans le cadre du Projet de gestion et de redevabilité des finances publiques, un don de l'IDA de l'ordre de cinq millions de dollars destinés à la RDC. Selon un communiqué provenant de l'institution de Breton Wood, ce montant aidera le pays à renforcer la crédibilité, la transparence et la redevabilité de la gestion de ses finances publiques. Le financement du projet se fera à travers un Fonds fiduciaire multidonateurs administré par la BM et exécuté par le gouvernement. En dehors de ce pactole, 17 millions de dollars proviendront du ministère britannique du Développement international. L'objectif poursuivi est d'arriver à assurer les conditions d'une croissance partagée et durable pour aider les populations congolaises vivant dans la précarité.

Page 19

ENJEUX
POLITIQUES

L'opposition en passe de redéfinir ses méthodes de lutte

Le président du Sénat, Léon Kengo, a promis de faire des propositions concrètes quant à l'organisation et la restructuration de cette plate-forme politique censée être remodelée en fonction des enjeux actuels et à venir. Au cours d'un échange avec ses partenaires de l'opposition, le président de l'UFC a de nouveau ressassé sur l'impérieuse nécessité de refaire l'unité de l'opposition, de rassembler les forces disparates et de définir de nouvelles méthodes d'action.

Dans la foulée, il a annoncé la création d'une plate-forme dénommée Rassemblement de l'opposition congolaise dont la mission consiste à protéger les acquis des concertations nationales. Une approche qui se recoupe avec celle initiée auparavant par le MLC qui visiblement n'a pas eu les coudées franches pour matérialiser son « plan pour une alternance crédible en 2016 ».

Page 18

Province du Katanga

La fraude fiscale évaluée à 3,7 milliards de dollars

Un rapport non encore publié dont Reuters a eu accès fait état de 3,7 milliards de dollars détournés avec la complicité des autorités douanières du Katanga entre 2008 et 2013 sur fond de malversations et de mauvaises pratiques fiscales. Plusieurs compagnies minières locales sont indexées. Il s'agit là des premières conclusions de la commission d'enquête dépêchée par le procureur général de la République pour s'assurer de la véracité des faits. Outre les vingt-cinq cas d'infractions douanières potentielles répertoriés, onze sociétés ont été ciblées comme redevables vis-à-vis du fisc avec un total de 741 millions de dollars d'amendes et taxes impayées.

Les sociétés incriminées soutiennent n'avoir pas été contactées par les enquêteurs qui auraient intentionnellement majoré les montants dus pour nuire à leurs intérêts.

Page 20



Quelques creuseurs artisanaux dans une carrière

FOOTBALL-TRANSFERT

Makusu Mundele de Bel'Or en prêt au Standard de Liège

Le Mercato d'hiver s'est achevé le 31 janvier à minuit. Du côté de la RDC, un joueur va vivre une nouvelle expérience en quittant le championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa pour la Jupiler Pro League (D1 belge). Révélation de la RDC à la troisième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) en Afrique du Sud, le jeune attaquant Jean-Marc Makusu Mundele (21 ans) de l'AC Bel'Or de Kinshasa vient d'être prêté jusqu'à la fin de la saison avec option d'achat au Standard de Liège en Belgique. Makusu Mundele a été le sauveur de la RDC contre le Burundi en dernière journée de la phase des poules du Chan, auteur d'un doublé victorieux. Chez les Rouches, il va débiter avec les U 21. Guy Luzon, l'entraîneur du Standard de Liège attend le voir à l'œuvre pour juger « si c'est une réelle plus value ».

Page 21

ÉDITORIAL

Représentativité

Vingt-trois ans après la Conférence nationale souveraine, qui était censée faire entrer le Congo dans la communauté des nations démocratiques, et après bien des épreuves, l'un des problèmes clés de ce mode de gouvernance n'est toujours pas résolu. Ce problème est celui de la représentativité des partis politiques qui devraient être l'un des grands acteurs de la vie politique, mais qui, hélas, sont loin d'incarner le peuple congolais comme il se doit. Mis à part, en effet, le Parti congolais du travail (PCT), l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), et dans une moindre mesure le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), ni la majorité, ni l'opposition ne comptent en leur sein de partis dignes de ce nom.

Si du côté de la majorité la situation n'est pas trop grave étant donné l'assise présidentielle du PCT, elle s'avère dramatique du côté de l'opposition qui ne cesse de se diviser, de se disputer, de sacrifier l'action citoyenne sur l'autel de ses querelles intestines et qui, de ce fait, ne joue pas le rôle de proposition et de contestation qui lui est dévolu. Divisée en de multiples micropartis qui ne représentent qu'eux-mêmes et qui sont d'autant plus agressifs à l'égard du pouvoir en place qu'ils n'ont guère d'assise populaire, elle s'efforce de survivre à coups de surenchères, de prises de position, de discours aussi peu crédibles qu'inaudibles. Un mouvement proprement suicidaire dont l'opposition dite « radicale » profite pour tenter de déstabiliser notre pays.

Il est temps, nous semble-t-il, de prendre les dispositions législatives et réglementaires qui donneront naissance chez nous, comme cela s'est fait dans de nombreux pays démocratiques, à une opposition structurée, forte, représentative et disposant des moyens nécessaires pour agir sur le plan politique. Faute de nous y résoudre rapidement, le peuple congolais aura le sentiment de n'être écouté que très partiellement et cherchera des moyens plus radicaux de se faire entendre, substituant le désordre dans la rue au débat dans les enceintes institutionnelles prévues à cet effet.

À quelques mois de scrutins électoraux importants, mieux vaudrait, pour l'opposition comme pour la majorité, prendre la véritable mesure de ce défi.

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES

Le PCT- Pool se prépare pour affronter le scrutin

À l'occasion de la cérémonie d'échange de vœux avec ses membres, le 1^{er} février à Kinkala, le président de la fédération du Parti congolais du travail (PCT) du département du Pool, Jean-Pierre Manoukou-Kouba, les a exhortés à plus de mobilisation à la base dans la perspective des élections locales de cette année.

«2014 sera l'année de la consolidation du programme de société du président du comité central de notre parti, Denis Sassou N'Guesso. C'est

systématiquement des descentes de travail, des rencontres formatrices et des sessions de vérité. Toutes ces déclarations sont motivées par le fait que la fédération du parti au niveau du Pool avait déjà sélectionné près de 103 dossiers à l'investiture conformément à la directive du parti. Elle avait mobilisé ses militants à prendre massivement part au recensement administratif spécial, première opération des élections politiques. Faisant la rétrospective des activi-

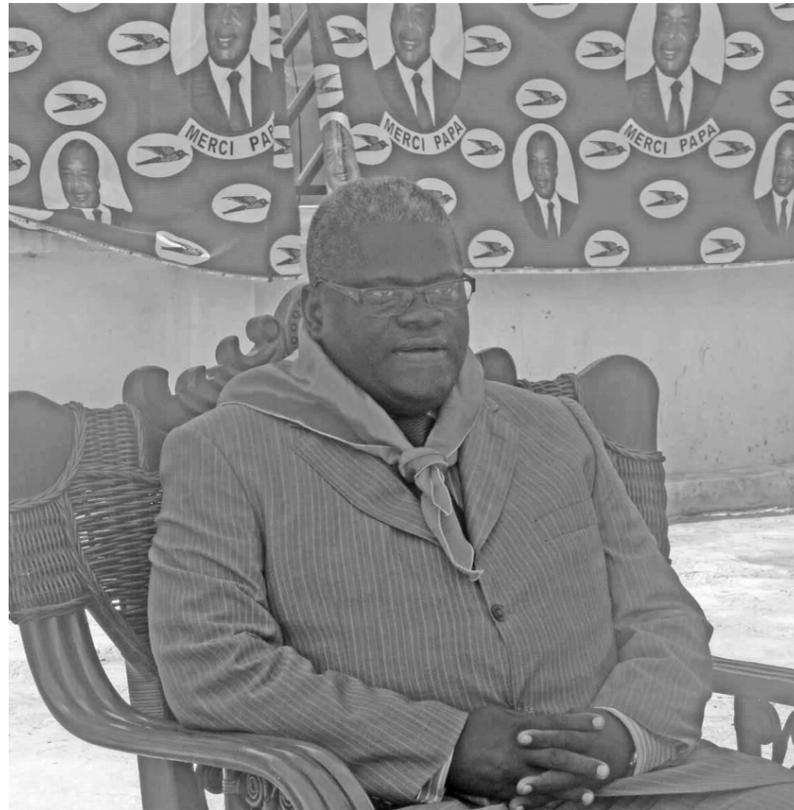
la session ordinaire du conseil fédéral tenue du 22 au 23 mars à Kinkala, dont la mission, a-t-il rappelé, était de rééditer l'exploit de l'année 2012 en obtenant plusieurs sièges aux élections locales.

En outre, en 2013, la fédération du PCT dans le Pool s'est également investie pour la préparation des assemblées générales de sensibilisation, préludes aux congrès constitutifs de la Force montante et de l'Organisation des femmes du Congo. «Notre fédération y a pris une part effective puisque nos militants ont travaillé avec ardeur et enthousiasme pour cette mission que le parti leur avait confiée», a-t-il précisé.

Au quatrième trimestre de l'année 2013, a dit Jean-Pierre Manoukou-Kouba, la fédération du parti au niveau du Pool a organisé un séminaire d'imprégnation consacré à l'élaboration d'un plan stratégique d'une élection. Cette session de formation, a-t-il renchéri, a permis de sensibiliser tous les animateurs à la cartographie électorale.

Par ailleurs, l'orateur a rappelé que les différents projets de la municipalisation dans le Pool ont contribué énormément à changer, de manière positive, depuis deux ans, les mentalités d'une population longtemps secouée par les conflits armés. Ainsi, a-t-il soutenu, le PCT-Pool ne manque plus d'arguments pour expliquer à la population que tous ces bienfaits sont la traduction dans les faits du programme de société du président de la République. Une invite a été faite pour que les autres formations politiques qui militent pour la construction du Congo, en général et du département du Pool, en particulier soient les bienvenues.

Roger Ngombé



Jean-Pierre Manoukou-Kouba

pour cela, notre département, comme les autres, saura remercier notre président et lui donner la majorité absolue dans tous les conseils départementaux du Congo», a-t-il déclaré.

Notre travail maintenant, a-t-il ajouté, est d'intensifier nos rapports avec la base en organisant

tés menées par la fédération au cours de l'année écoulée, Jean-Pierre Manoukou-Kouba s'est félicité du dynamisme dont a fait montre le parti dans le département du Pool en 2013. Dès le premier trimestre de l'année passée, a-t-il indiqué, la fédération du PCT Pool a mis en exergue les orientations de

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali
Politique : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa
Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo
Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mplla), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mplla), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

AMÉNAGEMENT URBAIN

Trois projets retenus pour Brazzaville

Les trois grands projets d'aménagement urbain, initiés par le gouvernement, portent sur la construction de la route de la Corniche, l'élargissement et l'aménagement de la route nationale n°2 du rond-point Mikalou jusqu'au pont de la Djiri, ainsi que le réaménagement de la deuxième sortie nord de Brazzaville.

Le premier porte sur le réaménagement de la deuxième sortie nord de Brazzaville, qui devra déboucher sur la route nationale n°2 au niveau de Kintélé. Pour ce marché, six entreprises ont soumissionné et ont proposé, pour l'exécution des travaux, des montants de 34,946 milliards à 39,227 milliards FCFA, réalisables pendant une période comprise entre 13 et 24 mois.

Le deuxième projet, quant à lui, concerne l'élargissement et l'aménagement de la route nationale n°2 sur le tronçon allant du rond-point Mikalou, dans le sixième arrondissement Talangaï, en passant par Nkombo-Massengo, pour déboucher au pont sur la Djiri, dans le neuvième arrondissement Djiri. Du point de vue technique, les travaux consisteront à ouvrir vraisemblablement et agrandir cette route devenue très étriquée, dans le but de résoudre définitivement l'éternel problème d'embouteillage sur cette voie. Au total, quatre sociétés ont acheté le dossier d'appel d'offres, proposant des montants de 39,759 milliards à 52,110 milliards FCFA, pour 22 mois maximum de travaux.

Le dernier projet porte sur la construction de la route de la Corniche et l'aménagement urbain des quartiers Bacongo et Makélékélé. Les travaux sont repartis en cinq lots : le traitement des déchets ; la construction d'une corniche à quatre voies ; les travaux de voirie avec des largeurs d'emprise comprises entre sept et vingt-deux mètres dans les quartiers de Bacongo et Makélékélé. Il est prévu également la construction du collecteur pluvial de Makélékélé ; la construction du viaduc à quatre voies sous la route de la Corniche. Les montants d'exécution des travaux ainsi que les délais d'exécution des travaux n'ont pas été révélés.

Les adjudicataires de ces trois projets seront connus après la session de la commission de passation des marchés publics. L'ouverture des offres relative à la mise en œuvre de ces projets a eu lieu le 30 janvier à la Délégation générale des grands travaux.

Firmin Oyé

MINDOULI

L'assainissement retenu comme action clé en 2014

Le démarrage des travaux de construction du collecteur du marché central est l'un des onze projets inscrits dans le plan d'action triennal 2014-2016 de la communauté urbaine de Mindouli a annoncé le, 31 janvier, Jean Bosco Mahoungou, maire de cette circonscription administrative.

Le plan de la communauté urbaine de Mindouli, situé au sud du département du Pool, prévoit la construction du collecteur du marché central ainsi que, dans le cadre de l'assainissement, la construction de plusieurs toilettes publiques à des endroits stratégiques. Pour désengorger la circulation, il est envisagé entre autres chantiers l'ouverture des routes périphériques Sainte Barbe-Pont Mouboubéno, route nationale n°1-quartier CPR, ainsi que celle qui relie les quartiers Bansélé-Hôpital-la Cité-Manté-sama et Moutéssi route nationale n°1, enfin celle qui relie le quartier CPR-Rond-point Cimenterie quartier sans fil 2-quartier Moutéssi.

«L'ouverture, la réhabilitation des routes en terre dans les quartiers de la communauté urbaine de Mindouli se fera selon la méthode de haute intensité de main d'œuvre (HIMO), grâce à l'appui technique de l'association Terre village», commente Jean Bosco Mahoungou, maire de Mindouli.

Le début des études du carrefour de Nzinsi, où se fera la jonction de la route nationale et de la route Ngambari Mindouli, l'aménagement du jardin public de la place Mabilia Ma Nganga et la construction des sièges des douze quartiers, sont aussi inscrits dans le cadre des chantiers du plan d'action triennal de la commune urbaine de Mindouli.

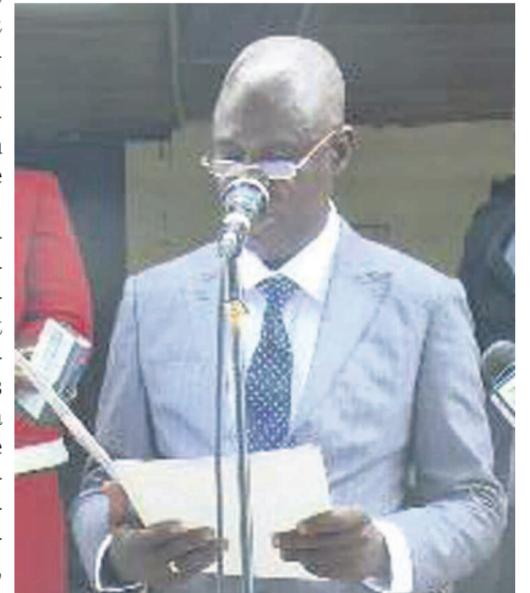
La construction d'une morgue s'impose

En 2014, le plan communal d'urbanisme projette la construction de la morgue de Mindouli, afin d'appliquer la réglementation et les procédures de déclarations de décès, de cortège funèbre et d'inhumation dans les cimetières. «Il est important de construire une morgue de vingt-quatre casiers en partenariat avec le député, afin de mettre un terme au désordre constaté dans ce domaine et à la contrainte imposée à la police d'assumer le gardiennage des corps, notamment lors des accidents», a expliqué Jean Bosco Mahoungou, maire de Mindouli.

Pour intégrer les différentes données techniques dans le plan d'urbanisme de Mindouli et procéder à la débaptisation des avenues, ruelles et places publiques, la communauté urbaine compte organiser une assemblée générale consultative regroupant les notables, les cadres, les sages, ainsi que les chefs de quartier.

Afin de rehausser la connaissance des citoyens sur les questions entrepreneuriales et foncières, deux séminaires de formation sont envisagés avec la collaboration des partenaires étatiques. Le premier renforcera les compétences des opérateurs économiques locaux et le second vise à soutenir les efforts de développement, ainsi que de modernisation de la communauté de Mindouli.

Dans le cadre d'appui à toutes les initiatives d'assainissement, à ce jour la commune de Mindouli a recruté une forte équipe fixe pouvant atteindre plus de cinquante tâcherons. Pour l'instant, cette équipe fixe de tâcherons s'attelle à boucher les trous béants qui rendent difficile l'entrée des véhicules au cœur de la ville de Mindouli. Sur l'initiative communale, les tâcherons ont placé des pou-



Le maire de la communauté urbaine de Mindouli, Jean Bosco Mahoungou

belles en plastique dans les administrations, les sites publics, les débits de boissons, les boutiques... afin de recueillir les ordures.

Par ailleurs, les associations et les communautés religieuses appuient l'opération Mindouli propre en travaillant pour l'assainissement des trois cimetières.

Fortuné Ibara

LE FAIT DU JOUR

Claude-Richard M'Bissa décrypte la présidentielle du Congo de 2009

Avec la même concordance pédagogique qui transparaît dans ses deux premiers ouvrages, *Élections législatives au Congo, enjeux du découpage électoral* et *Le Ndjobi au Congo et au Gabon, histoire et fonction sociale*, parus l'an dernier chez L'Harmattan Congo, Claude-Richard M'Bissa vient de signer cette année chez le même éditeur: *L'Élection du président de la République du Congo, juillet 2009*. Il analyse sous ce titre «les résultats et les problématiques» qui entourent cette aventure à grands enjeux, l'élection au suffrage universel du chef de l'État, attendu qu'elle est le fondement de toute légitimité en démocratie.

L'ouvrage s'étale sur 196 pages, la première de couverture présente une carte du Congo adossée à une urne devant laquelle un électeur sans visage accomplit son devoir civique, le tout sur un fond ocre ; le nom de l'auteur, le titre du livre et le timbre de la maison d'édition étant, eux, sur fond blanc. On aurait tendance à première vue à penser que Claude-Richard M'Bissa limiterait sa traque des faits et gestes électoraux dans son pays

au seul scrutin présidentiel de 2009. Ce serait trop court pour ce fouineur dont le moindre détail de la chose électorale qu'il décortique si bien peut être révélateur d'un comportement social, au sens profond du terme. Un sociologue est à l'œuvre, devrait-on constater.

Claude-Richard M'Bissa s'attarde dans son livre sur les identités des candidats à l'élection présidentielle de 2009, remportée par Denis Sassou-N'Guesso que cernaient douze challengers. Treize concurrents au total, rien d'étonnant, la course vers la fonction suprême nous ayant habitués à ce fort taux d'inscription. Ils furent en effet seize en 1992. C'est, croit-on savoir, pour mieux situer les treize concurrents de 2009 et comprendre le comportement des électeurs qui votent pour eux lors de ce scrutin que l'auteur dépeint leur profil, ne s'empêche de parler des lieux de leur provenance, de leurs langues maternelles, et donc de leurs origines ethniques. Dans une certaine mesure, les votes sont reportés en fonction des attaches régionales de chacun. M'Bissa y produit des statistiques édifiantes pour les poten-

tiels candidats à la fonction suprême, pour les partis politiques, pour l'administration électorale et tout naturellement aussi pour les électeurs.

Le texte de Claude Richard M'Bissa est ponctué de chiffres et de tableaux synoptiques ; et si les politiques concernés au premier chef devaient se relancer pour les échéances à venir, ils sont d'avance bien servis. En 2009, comme en 1992, où les suffrages sourirent à Pascal Lissouba, d'autres enseignements à tirer de l'attitude des électeurs congolais sont qu'ils ne votent pas de la même manière à Brazzaville et à Pointe-Noire, les deux plus grandes villes du pays, ni dans l'arrière-pays. On devrait aussi retenir dans le cadre de la présidentielle de 2009 que même s'ils ne parvinrent pas tous à battre campagne sur l'ensemble du territoire national, les statistiques montrent que le pire des scores pour le candidat le moins en vue a dépassé les cinq voix par département. Ce n'est pas grand-chose, mais il faut considérer que le facteur ethnique n'a pas la garantie d'être un creuset éternel dans l'expression des votes.

Au final, l'auteur laisse parler les Congolais en recourant à l'opinion portée par la presse lorsque le candidat élu en 2009, en l'occurrence le président Denis Sassou-N'Guesso, s'adressa à la nation lors de son investiture. Ce fut un discours de rupture, remarquait unanimement la presse à travers de nombreux éditoriaux. Une rupture que contrarierent les premières épreuves du terrain pratique, en particulier la composition de l'équipe gouvernementale inaugurale du nouveau septennat. La presse estimait alors que les lignes n'avaient pas suffisamment bougé.

Le propre des analyses du genre de celle menée dans son livre par C.-R. M'Bissa est d'aider à constituer des bases de données indispensables à l'amélioration des processus dont certains égarements, il le dit en conclusion, sont la résultante d'une «méconnaissance ou d'une simple ignorance des faits». Comme on sait, les journaux ont leurs opinions, les dirigeants ont les leurs, les intellectuels, bien évidemment, ne sont pas en reste.

Gankama N'Siah

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14 564 Brazzaville, République du Congo, Tel : +242 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°013/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/C/14

«Recrutement d'une Organisation chargée d'appuyer la campagne d'information et de sensibilisation des populations locales riveraines des concessions forestières sur leurs droits et leurs devoirs »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit (n°5121-CG) pour financer les activités du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services de consultants ci-après : «Appui à la campagne d'information et de sensibilisation des populations locales riveraines des concessions forestières sur leurs droits et leurs devoirs »

2. La mission vise à mener une vaste campagne d'information et de sensibilisation des populations locales et autochtones sur leurs droits et responsabilités liés à la participation à la gestion des ressources forestières et aux avantages qui en découlent, et à assurer leur formation aux techniques de négociation.

3. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les Organisations Non Gouvernementales (ONG) spécialisées dans le domaine à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique d'exécuter lesdits services (note de présentation de l'ONG, missions similaires exécutées, disponibilité du person-

nel-clé...).

4. Sur cette base, les consultants seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Edition Janvier 2011». La sélection sera fondée sur la qualité technique (SFQ)

5. Les consultants désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité de Coordination du PFDE, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Référence peuvent être consultés à la même adresse.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 21 Février 2014 à l'adresse ci-après :
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
UNITE DE COORDINATION DU PROJET,
Case J-142/V, OCH Mougali III,
Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le 30 Janvier 2014

**Le Coordonnateur du PFDE
Fidèle NKOUNKOU**

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14564 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°017/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/14

« Recrutement d'un consultant individuel international chargé de l'élaboration d'un manuel de procédures de classement des forêts »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit (n°5121-CG) pour financer les activités du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services de consultants ci-après : Elaboration d'un manuel de procédures de classement des forêts.

2. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique d'exécuter lesdits services (qualifications, expérience professionnelle dans le domaine, missions similaires exécutées,...).

3. Les consultants seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Edition janvier 2011 » par comparaison de CV.

4. Les consultants désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité de Coordination du PFDE, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Référence peuvent être consultés à la même adresse. Le décret sur le classement et déclassément des forêts peut également être consulté à l'adresse internet suivant : <http://www.clientearth.org/ressourcesexternes/congo/forets/Arr%eat%e9%206509%20%20Modalit%e9s%20de%20classement%20et%20d%e9classement%20des%20for%eats.pdf>

5. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 21 Février 2014 à 16 heures 00minutes à l'adresse ci-après :
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE, UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Case J-142/V, OCH Mougali III, Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le 30 Janvier 2014

**Coordonnateur du PFDE
Fidèle NKOUNKOU**

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14 564 Brazzaville, République du Congo, Tel : +242 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 016/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/14

«Recrutement d'un consultant individuel international pour l'opérationnalisation, le développement et l'entretien du site Web du Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD)»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit (n°5121-CG) pour cofinancer les activités du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un consultant individuel international pour l'opérationnalisation, le développement et l'entretien du site Web du Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD).

2. La mission vise à renforcer le programme de communication du MEFDD, à travers l'opérationnalisation, le développement et l'entretien de son site Web.

Après avoir dressé un état des lieux du site Web du MEFDD, le consultant proposera des améliorations à lui apporter, les mettra en œuvre et assurera la formation des responsables chargés de sa maintenance, de sa mise à jour et de son entretien.

3. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité

technique d'exécuter lesdits services (qualifications, expérience professionnelle dans le domaine, missions similaires exécutées,...).

4. Les consultants seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition de janvier 2011 » par comparaison de CV.

5. Les consultants désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité de Coordination du PFDE, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Références peuvent être consultés à la même adresse.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 21 Février 2013 à 16 heures 00minutes à l'adresse ci-après :
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE, UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Case J-142/V, OCH Mougali III, Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le 30 Janvier 2014

**Coordonnateur du PFDE
Fidèle NKOUNKOU**

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14564 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°015/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/14

«Recrutement d'un consultant individuel international et d'un consultant local chargés l'élaboration d'un manuel des procédures de collecte, de compilation et de traitement des données statistiques sur les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit (n°5121-CG) pour financer les activités du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services de consultants ci-après : Elaboration d'un manuel des procédures de collecte, de compilation et de traitement des données statistiques sur les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).

2. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique d'exécuter lesdits services (qualifications, expérience professionnelle dans le domaine, missions similaires exécutées,...).

3. Les consultants seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Edition janvier 2011 » par comparaison de CV.

4. Les consultants désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité de Coordination du PFDE, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Référence peuvent être consultés à la même adresse.

5. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 21 Février 2014 à 16 heures 00minutes à l'adresse ci-après :
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE, UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Case J-142/V, OCH Mougali III, Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le 30 Janvier 2014

**Coordonnateur du PFDE
Fidèle NKOUNKOU**

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ «Dieu m'appelle à cesser toutes activités politiques et à être à son service. Je vous informe, en tant que visionnaire, formateur et président du Club 2002, qu'aujourd'hui, c'est la cessation de toutes les activités du parti.»

Wilfrid César Nguesso, président du Club 2002 PUR,
le 30 janvier 2014 à Pointe-Noire

□ «La prolifération des cultes est un désaveu pour l'État africain.»

Stephen Smith, journaliste, Atlas des religions, cité dans *Jeune Afrique* n° 2768 du 28 janvier au 11 février 2014

□ «Être Pdg exige un engagement qui va au-delà d'un travail à plein temps. Vous ne pouvez pas régler tous les problèmes tout seul. Vous devez apprendre à vous appuyer sur l'équipe du management. Si vous n'êtes pas capables, laissez tomber.»

Warren Bennis, spécialiste du management,
La Revue n°8 de décembre 2010-janvier 2011.

□ «Tout le monde aujourd'hui est conscient de ce que représente l'Afrique, sauf les Africains.»

Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministres des affaires étrangères du Sénégal, *Jeune Afrique* n° 2744-2745 du 11 au 24 août 2013

□ «L'outil numérique n'est qu'un leurre sans les mesures permettant réellement aux étudiants d'étudier; à commencer par des personnels en nombre suffisant, des locaux et des équipements de qualité et... une allocation d'autonomie qui leur évite de travailler pour financer leurs études.»

Marc neveu, professeur en informatique à l'université de Bourgogne, entretien dans *l'Humanité*, le 24 janvier 2014

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Oyo désormais connectée à la fibre optique

Bien qu'encore à la phase d'essai, le réseau fibre optique installé à Oyo fonctionne parfaitement, avec un débit de connexion suffisamment élevé. Les essais effectués ont été déclarés concluants à l'issue d'une visite du chantier effectuée récemment par la société Neoventech, en charge du contrôle du projet.

La mission effectuée dans cette localité située dans le département de la Cuvette, conduite par Nadia Daoud, directrice générale de la société Neoventech, s'inscrivait dans le cadre du suivi technique des travaux et de la qualité des équipements installés sur l'ensemble du chantier.

En tant qu'ingénieur conseil dans le

projet, l'entreprise s'est réjouie de la qualité des équipements installés. «Notre rôle est d'accompagner le gouvernement congolais à optimiser au maximum la qualité des services et des équipements. Nous vérifions surtout la qualité et la pérennité des installations et accompagnons le Congo dans la formation des cadres», a souligné Nadia Daoud.

L'ensemble de la ville étant déjà connecté, la délégation avait surtout mission de vérifier la qualité du réseau, quoi qu'encore à la phase d'essai. Elle en est sortie satisfaite au regard de la qualité du débit observée dans un Cyber Café témoin, installé dans les locaux de Congo télécom,

pris d'assaut par un groupe de jeunes. «Je suis en train de faire des recherches, de télécharger les documents sur Internet. Avec ce nouveau débit, je n'ai plus à regretter Brazzaville, je peux désormais télécharger tous les logiciels, même les vidéos», a confié Roch, un informaticien surpris en pleine recherche. À terme, ce projet permettra à la ville d'Oyo de bénéficier de services téléphoniques de qualité, d'une connexion Internet à très haut débit, ainsi que de plusieurs autres services technologiques connexes. Le lancement officiel du réseau interviendra dans quelques semaines, d'après les techniciens.

Firmin Oyé

MISSION HUMANITAIRE MERCY SHIPS

Plus de cinquante malades pris en charge dans le Niari

La tâche n'a pas été aisée pour les professionnels chargés de consulter les malades. Dans la théorie, le service était ouvert à tout le monde. Pour les départements du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou seulement 55 cas ont été retenus dont 40 cas pour la chirurgie maxillo-faciale et 15 cas pour la fistule obstétricale.

«Pour les autres maladies, le quota avait été déjà atteint, les opérations se feront à Pointe-Noire dans le bateau hôpital. Cette sélection n'est que le premier volet du processus. Après la sélection, les patients retenus recevront le ticket pour Pointe-Noire où une intervention chirurgicale leur sera offerte gratuitement à bord du navire *Africa Mercy*», résume Krissy Close de l'hôpital Projets manager professionnel exerçant dans le navire *Africa Mercy*. «*Mercy Ships* est une organisation humanitaire. Il nous manque des spécialistes : les pédi-



Le bateau médical "Africa Mercy."

tres ou stomatologues, à plus forte raison ces spécialistes plus pointus à l'exemple de la chirurgie maxillo-faciale», reconnaît Salomon Lépanda, de la direction départementale de santé du Niari. «Je dis un grand merci à *Mercy Ships* et à ses partenaires pour m'avoir offert cette aubaine et tout cela gratuitement. En effet, je suis logé, nourri aux frais de l'État congolais. C'est depuis dix ans déjà

que je souffre de cette maladie. Depuis là, je n'ai jamais été à l'hôpital faute d'argent et de motivation familiale», a déclaré un malade venu de Kimongo.

C'est en effet sur invitation du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, que le navire *Africa Mercy* et son équipe de plus 400 professionnels bénévoles sont arrivés au Congo.

Guillaume Ondzé

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1 336 dossiers de bourses reçoivent un avis favorable

La première session de la sous-commission des bourses qui s'est achevée dernièrement à Brazzaville a déjà examiné 1822 dossiers sur les 1 832 qui sont sur sa table. Au total, 1 336 ont reçu un avis favorable et 486 un avis défavorable.

Pour l'université Marien-Ngouabi (écoles, instituts et faculté des sciences de la santé), sur les 1 009 dossiers examinés, 959 ont reçu le visa et 50

ont été rejetés. Pour l'Afrique Centrale, notamment la République démocratique du Congo et le Cameroun, ce sont finalement 122 dossiers qui ont été examinés au lieu des 94 annoncés. Tous ces dossiers ont reçu un avis favorable.

Les membres de la sous-commission se sont également penchés sur la situation des 148 étudiants congolais évoluant en Europe de l'Est, à Cuba et en Amérique latine: 73 dos-

siers ont été rejetés et 75 acceptés. Avec 543 dossiers, l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord n'ont pas enregistré de bons résultats : 180 ont reçu un avis favorable et 363 un avis défavorable.

Clôturant les travaux, le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur, Alexandre Aloumba, s'est félicité des résultats obtenus grâce à l'objectivité des membres de la sous-commission des

bourses. Ces résultats témoignent, d'après lui, de leur perspicacité, de leur expertise et de leur rigueur. «Cela démontre que désormais, le ministère de l'Enseignement supérieur n'accordera des bourses qu'aux étudiants méritants», a-t-il précisé.

Alexandre Aloumba a, enfin, exhorté le secrétariat technique de cette structure à finaliser rapidement les conclusions de cette première session

afin de permettre à la tutelle d'émettre les actes administratifs dans des délais raisonnables.

Rappelons que la sous-commission a, par ailleurs, décidé de ne plus accepter de dossiers lorsqu'elle a démarré ses travaux. Les délais étant dépassés, les étudiants concernés par cette situation devront attendre la session de l'année prochaine.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14 564 Brazzaville, République du Congo, Tel : +242 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°014/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/C/14

«Recrutement d'une firme chargée de l'étude de mise en place d'un programme de promotion des services environnementaux en République du Congo »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit (n°5121-CG) pour financer les activités du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services de consultants ci-après : Etude de mise en place d'un programme de promotion des services environnementaux en République du Congo.

2. La mission vise à inventorier les principaux services environnementaux existants en République du Congo, en réaliser une évaluation économique et mettre en place un programme de leur promotion.

3. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les firmes spécialisées dans le domaine à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique d'exécuter lesdits services (note de présentation de la firme, missions similaires exécutées,...).

4. Sur cette base, les consultants seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Edition janvier 2011». La sélection sera basée sur la qualification de consultants.

5. Les consultants désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité de Coordination du PFDE, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Référence peuvent être consultés à la même adresse.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 21 Février 2014 à l'adresse ci-après :
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Case J-142/V, OCH MOUNGALI III,
Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33, Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le 30 Janvier 2014

Le Coordonnateur du PFDE

Fidèle NKOUNKOU

ÉDUCATION

L'Unesco offre des livres et des kits scientifiques au Fawe-Congo

Arrivé au terme de son mandat en République du Congo après près de cinq ans de service, le représentant-résident de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a remis, le 29 janvier, des livres et kits scientifiques à la présidente du Forum des éducatrices africaines (Fawe-Congo), Rosalie Kama Nyamayoua.

«Nous avons souhaité apporter quelques kits scientifiques que vous connaissez bien pour que vous les remettiez aux enseignants de matières scientifiques (physique, chimie) pour qu'ils puissent exceller dans

leur enseignement. C'est une petite contribution», a déclaré Abdourahamane Diallo. Se félicitant du travail abattu par la présidente du Fawe-Congo et

anciennement ministre de l'Enseignement primaire, secondaire, chargée de l'alphabétisation, Abdourahamane Diallo a rappelé que pour atteindre l'éducation de qualité au Congo, dans la région de l'Afrique centrale et sur tout le continent, il y avait besoin de militantes comme Rosalie Kama Nyamayoua. «Je tenais aussi à vous féliciter, à vous rendre hommage par rapport à votre grande action pour la cause de l'éducation des filles, des femmes, mais aussi pour la grande cause de l'éducation que ce soit au Congo, en Afrique et sur la plateforme internationale. On connaît votre dynamisme, on connaît votre



Rosalie Kama Nyamayoua s'entretenant avec Abdourahamane Diallo (© Adiac)

cause féminine», a-t-il ajouté. Fawe-Congo se consacre à promouvoir l'éducation de la jeune fille. Un objectif qui correspond à ceux de l'Unesco, l'organisme leader de l'éducation pour tous. Selon les responsables de l'association, ce geste prouve à suffisance l'importance que l'Unesco accorde aux enfants en général, et à la jeune fille en particulier. Elles espèrent que les bons rapports entre le Fawe-Congo et

l'Unesco continueront avec le nouveau représentant.

Arrivé au Congo en septembre 2009, Abdourahamane Diallo, qui représentera vraisemblablement désormais l'institution onusienne en République démocratique du Congo, a joué un rôle important au lendemain du drame du 4 mars 2012 à Mpila, notamment pour la construction des écoles détruites, mais aussi pour le dialogue.

«Quand on vient dans un pays, on ne vient pas seulement dans un bureau regarder les papiers, signer, donner des poignées de main, non ! C'est une histoire humaine : quand on passe cinq ans dans un pays, c'est une tranche de vie que l'on partage avec les hauts, les bas, les joies et les tristesses», a-t-il ajouté, annonçant qu'une Mozambicaine lui succéderait.

Ministre de l'Enseignement primaire à l'époque de la catastrophe, Rosalie Kama Nyamayoua garde des souvenirs indélébiles de l'action du diplomate onusien. «Quand on arrive quelque part, on n'est jamais prophète chez soi, on fait ce qu'on peut, on a le retour. Je vous félicite pour tout le travail que vous avez fait. Je sais très bien ce que vous avez pu faire ici au Congo avec les moyens d'un conseiller en éducation aussi bien auprès du ministre que de tous ceux qui pouvaient vous rencontrer et vous demander les quelques conseils pour essayer de mettre son école sur le droit chemin», a-t-elle reconnu.

Parfait Wilfried Douniama

«Quand on vient dans un pays, on ne vient pas seulement dans un bureau regarder les papiers, signer, donner des poignées de main, non ! C'est une histoire humaine : quand on passe cinq ans dans un pays, c'est une tranche de vie que l'on partage avec les hauts, les bas, les joies et les tristesses»

CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le budget 2014 s'élève à plus de 61 milliards FCFA

Le conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a adopté, le 28 janvier à Brazzaville, en session bilancielle et budgétaire, le plan d'action et le budget exercice 2014, qui se chiffre à plus de 61 milliards FCFA.

L'actuel budget, 61.767.300.000 FCFA, est en légère hausse de 1,113% par rapport à celui de l'an dernier qui s'élevait à 61.087.300.000 FCFA. Pour ce budget, l'on note que les cotisations sociales, qui constituent la principale source de financement, représentent 97,21% de l'ensemble des ressources prévisionnelles. Les emplois, les prestations sociales représentent 74,33% des dépenses et les ressources diverses contribuent symboliquement à hauteur de 2,79%.

Par ailleurs, le plan d'action 2014 prévoit la standardisation des nouvelles applications informatiques dans tous les départements, la poursuite de la politique de proximité, le renforcement du dispositif de recouvrement des cotisations sociales, l'amélioration des conditions de travail et d'accueil ainsi que le contrôle physique des pensionnés et rentiers. Les membres du conseil d'administration ont aussi examiné et adopté : le procès-verbal de la session bilancielle du conseil d'administration du 22 mai 2013, le procès-verbal de la session extraordinaire du conseil d'administration du 16 octobre 2013 et le rapport d'activité 2013 du directeur général. «La CNSS a connu un fonctionnement normal au cours de l'année 2013. La caisse a payé toutes ses prestations (...) en assurant la réalisation des investis-

sements nécessaires grâce à une action vigoureuse de recouvrement des cotisations sociales», note le rapport final.

À la demande des administrateurs, le conseil a inscrit pour 2014, l'élaboration et la mise en place d'un plan de communication. Le déploiement du nouveau système informatique, avec la mise en fonction de toutes les applications métiers et la poursuite de l'implantation des nouvelles directions départementales, sont des actions qui s'exécutent normalement. Citons parmi les actions programmées : la promotion de la prévention des risques professionnels ; l'extension de l'action de recouvrement à des cotisations potentielles ; la déconcentration de la fonction financière et comptable ; le renforcement du contrôle dans tous les domaines d'activités de la caisse par la mise en œuvre des contrôles pluridisciplinaires dans les structures de la CNSS ; l'application des recommandations de la Conférence inter-africaine de la prévoyance sociale (Cipres) notamment ; le respect des procédures en matière de passation des marchés ; et le respect du délai de traitement des dossiers de prestations. Enfin, le conseil d'administration envisage la mise en place d'un comité national de financement de la sécurité sociale.

Fortuné Ibara

FONCTION PUBLIQUE

La formation placée au premier rang en 2014

Soucieux de la qualité de l'Administration pour servir le développement, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État, Guy Brice Parfait Kolelas, a dégagé les priorités de l'année 2014 : «Hier, nous avons entrepris les formations sur la gestion axée sur les résultats. Mais beaucoup de choses restent encore à faire»

En 2013, plus de quatre-vingts agents ont subi une formation. Un chiffre jugé insignifiant au regard de l'effectif des agents et des objectifs envisagés. «Ce n'est que par la formation, par les séminaires dans vos domaines de compétences que vous atteindrez l'excellence», a déclaré le ministre, le 30 janvier dernier lors d'un échange avec son personnel. De telles ambitions supposent que le personnel s'accommode des nouvelles exigences de l'Administration en ayant à l'esprit la «déontologie administrative». La décision du ministre de placer la formation au cœur de son action est dictée par les mauvaises pratiques de certains agents qui continuent à extorquer de l'argent aux usagers jusqu'à les mettre en difficultés. «Nous devons redresser nos comportements», a-t-il fait savoir.

Faisant le bilan de l'exercice passé, le ministre a indiqué que

l'année 2013 a vu ses cadres et agents s'atteler à exécuter normalement les missions assignées au département par le chef de l'État. C'est ainsi que dans le cadre de la coopération bilatérale et des activités de l'Union africaine, le ministère a procédé à la signature, le 10 mai dernier à Brazzaville, du mémorandum d'entente entre les ministères de la Fonction publique du Congo-Brazzaville et de la RDC instituant un cadre permanent de concertation, notamment en matière d'échange d'expériences.

Lors de la tenue à Brazzaville de la huitième conférence de l'Union africaine des ministres de la Fonction publique, d'importantes recommandations ont été adoptées et un réseau des ministres des Services publics et de l'Administration de l'Afrique centrale a été créé.

Les défis de la modernisation

Le ministre a également rappelé l'organisation de la première session du Haut Comité de la fonction publique relative à l'organisation du concours d'entrée dans la fonction publique après la publication du décret n°2013-733 du 18 novembre 2013 ; la mise en œuvre du projet «e-Process Fonction publique» permettant la production en ligne des textes et

actes de gestion en vue de sécuriser les données et les effectifs de la fonction publique ; la poursuite de l'opération de recensement et l'identification des agents civils de l'État, actuellement dans la phase d'authentification des dossiers et de production des cartes professionnelles biométriques ; la signature de plus de quinze mille dossiers liés à la gestion des carrières administratives par le ministre et transmis au secrétariat général du gouvernement pour publication ; l'intensification du contrôle administratif avec la création récente des inspections départementales des services administratifs dans le souci d'assurer un contrôle administratif de proximité ; les travaux de mise en œuvre du projet Fichier unique fonction publique/Solde/Force publique.

Le ministre a noté que d'autres missions à caractère transversal ont été réalisées avec beaucoup de difficultés du fait de leur pilotage par d'autres départements ministériels. C'est le cas, par exemple, de la mise en place de la Fonction publique territoriale conduite par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il a été enfin suggéré au ministre de créer les conditions nécessaires de travail pour la prise en charge de ces défis.

Jean-Jacques Koumbemba

*Offre soumise à conditions

PROGRAMME MBOTÉ

Mboté !Vous faites partie
des privilégiés.

Triplez
vos miles
& **bénéficiez**
de nombreux avantages*

Offre
valable
Du 06 Janvier
au 31 mars
2014

MBOTE! Vos privilèges prennent de l'envol

À chaque voyage avec **ECAir**, triplez automatiquement vos miles et vos voyages, évoluez plus rapidement en catégorie et bénéficiez encore plus, des avantages et remises auprès de nos nombreux partenaires.

Il vous suffit de souscrire ou d'être déjà membre du Programme de Fidélité d'**ECAir**.



ECAir
Bienvenue chez vous.

www.flyecair.com ; contact : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E-mail: relationclients@flyecair.com



CONFLITS EN AFRIQUE

Ahmad Allam-mi déplore la lenteur de l'ONU dans la mise en œuvre des moyens financiers

Le secrétaire général de la Cécac s'exprimait au cours d'une réunion entre les Nations unies et les Communautés économiques régionales, qui s'est tenue le 28 janvier en marge du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba en Ethiopie.

Quoique reconnaissant l'implication des Nations unies dans la résolution des conflits en République Démocratique du Congo et en République Centrafricaine, Ahmad Allam-mi a déploré la réaction souvent lente de l'ONU quant à la mise à disposition de moyens financiers pour soutenir les missions de paix sous conduite africaine. À cet effet, il a proposé qu'une réforme soit entreprise par le Conseil de sécurité de l'ONU, afin de faciliter le processus de prise de décision de soutien aux dites missions. «*Nous comptons sur le Secrétaire général de l'ONU pour nous appuyer au Conseil de sécurité*», a-t-il déclaré.

La réunion entre les Communautés économiques régionales (CER) et le Bureau des Nations unies du Conseiller spécial pour l'Afrique, a été présidée par le sous-secrétaire général des Nations unies et Conseiller spécial pour l'Afrique, Maged Abdelaziz. Cette rencontre avait pour objectif d'examiner les questions prioritaires pour la prochaine réunion

des CER, lors de la 69e session de l'Assemblée générale des Nations unies prévue en octobre 2014.

Les participants ont échangé également sur les voies et moyens à mettre en œuvre, en vue de renforcer la coopération entre les Nations unies et les CER, notamment sur : la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement ; la mise au point de l'agenda de la transformation de l'Afrique et ses priorités qui correspondent à l'agenda de développement d'avant 2015 ; les objectifs du développement durable et l'agenda 2063, y compris le respect à l'intégration régionale ; le développement économique inclusif et l'industrialisation ; et la consolidation de l'architecture de paix et de sécurité, et de la gouvernance en Afrique.

Pour le Secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cécac), Ahmad Allam-mi, il ne peut y avoir développement sans paix et sécurité, de même que la mauvaise gouvernance et la pauvreté sont souvent à l'origine des conflits dans notre sous-région d'Afrique centrale. Il a souligné, en outre, le danger que présente la piraterie maritime et s'est félicité de l'amorce de la coopération entre la Cédéao et la Cécac, en vue de lutter efficacement contre ce

fléau. «*L'eau est la vie et sa rareté constitue une menace pour les populations des pays du Sahel, au même titre que la guerre*», a déclaré un dirigeant de la Communauté des États sahélo-sahariens (Censad). Pour lui, la mobilisation des ressources en eau et la lutte contre le trafic illicite et la circulation des armes, demeurent aussi des priorités pour la Censad.

Satisfaits des échanges lors de cette réunion, les dirigeants de l'ONU et ceux des CER ont convenu de perpétuer cette synergie, afin de consolider la coopération entre l'Organisation des Nations unies et les piliers de l'Union africaine. Au total, six Communautés économiques régionales ont pris part à la réunion, à savoir : la Communauté des États sahélo-sahariens (Censad), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Comesa), la Communauté est-africaine (EAC), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cécac), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

La prochaine rencontre sera organisée par la Cédéao en marge du 23e Sommet de l'Union africaine qui se tiendra l'année prochaine.

Yvette Reine Nzaba

COOPÉRATION ITALIENNE

Le porte-avions Cavour en mission humanitaire dans les ports d'Afrique

Malgré les polémiques, le navire italien poursuit son tour d'Afrique pour une coopération nouveau style.

Parti d'Italie à la fin de l'année dernière, le porte-avions Cavour continue sa navigation le long des côtes africaines. Ce bâtiment, qui appartient au trentième groupement naval, a été salué à son départ comme ce que l'Italie peut produire de mieux au plan technologique, mais aussi, et surtout, au plan humanitaire. Sa mission, pour une visibilité du «*made in Italy*» sur le pourtour méditerranéen, le golfe d'Aden et le golfe de Guinée, l'a déjà conduit à faire escale à Abu Dhabi, à Bahreïn, au Koweït...

Mais c'est surtout en Afrique qu'il entend jouer son rôle propre et faire figure de vaisseau amiral de la coopération italienne, telle que la définit désormais la ministre des Affaires étrangères, Emma Bonino. Elle avait officiellement donné le top de son départ et vient de terminer une tournée africaine qui l'a emmenée au Ghana, au Sénégal, en Côte d'Ivoire. La volonté de son pays est de donner un coup de pouce «*aux sept à huit pays qui sont les tremplins de la forte croissance économique*» que les institutions multilatérales prédisent pour l'Afrique cette année.

À bord du Cavour, avait-elle notam-

ment rappelé, vogue «*le système pays*» italien pour une coopération qui ne concerne pas que les États. Le Cavour embarque à son bord des dizaines d'humanitaires de toutes spécialités. Sont notamment présents les volontaires de l'ONG Smile Italia (Sourire d'Italie), chargés de produits alimentaires de première nécessité, de médicaments, de matériel médical et autres équipements essentiels dans des pays qui n'ont pas toujours accès aux innovations qui sauvent.

Arrivé cette semaine au Mozambique et venant de Madagascar puis du Kenya, le Cavour a procédé à des opérations chirurgicales à bord. L'équipe de chirurgiens – des spécialistes italiens aguerris travaillant aux côtés de leurs collègues sud-africains, marocains et mozambicains – soutient la cadence de dix opérations par jour en moyenne. C'est sans doute à l'étape mozambicaine que la mission humanitaire italienne est vraiment humanitaire, sans arrière-pensées de quiconque. Les enfants et les adultes malades sont des Kenyans ou des Mozambicains qui auraient attendu des années pour pouvoir accéder, éventuellement, à un hôpital ayant les infrastructures nécessaires pour redresser des pieds bots, opérer des hernies, redresser des scolioses sévères... «*Il faut voir le sourire re-*

trouvé des enfants mozambicains pour avoir une idée du vrai sens de cette initiative!»: c'est Pasquale Piombino, chef chirurgien italien, qui exprime une telle satisfaction. Il y a en effet de quoi sourire à voir cette foule de malades qui ont parfois dû venir de très loin en «*chapa*», les «*fula-fula*» mozambicains, pour venir confier qui un pied, qui un bras, une gorge ou un estomac à ces bénévoles porteurs d'espoir. En Italie, les résultats ont contribué à atténuer quelque peu la polémique. Elle s'était enflammée au lancement de l'opération navale, jugée suspecte par certains milieux qui accusaient la marine italienne de s'être engagée dans une opération de VPR, pour vendre des armes italiennes le long des côtes.

Une caricature du journal des missionnaires comboniens, Nigrizia, basé à Vérone (nord), avait été d'une féroce brutalité, se rangeant dans le camp des sceptiques. Elle montrait un militaire italien lançant aux passagers d'une embarcation de clandestins africains près de Lampedusa: «*Pas la peine de venir mourir sur nos côtes : nous vous apportons de quoi faire tranquillement le nécessaire chez vous !*». Le ministère des Affaires étrangères avait vigoureusement démenti de telles insinuations.

Lucien Mpama

AGRICULTURE

Un secteur moteur de croissance pour le continent

Lors d'une rencontre collatérale organisée en marge du sommet de l'Union africaine qui se tient à Addis-Abeba, en Ethiopie, le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a déclaré, le 29 janvier, que «l'agriculture doit devenir le moteur de croissance dont l'Afrique a besoin pour éradiquer la faim et doper durablement la production vivrière».

«*L'agriculture est le seul secteur de l'économie capable d'absorber cette main d'œuvre. Un avenir inclusif et durable pour l'Afrique doit passer nécessairement par les femmes, par les jeunes et par l'agriculture*», a indiqué le directeur général. «*Plus d'un Africain sur cinq se voit refuser le droit à l'alimentation*», a-t-il déploré, tout en appelant l'Afrique à redoubler d'efforts dans le domaine agricole. José Graziano da Silva a fait remarquer que la majorité des dix économies à plus forte croissance du monde se trouvaient en Afrique, et souligné que la région avait le pouvoir de faire changer la situation. Le défi pour l'Afrique, a-t-il ajouté, est de rendre cette croissance économique plus inclusive en misant sur le développement agricole et rural, les femmes et les jeunes.

Le directeur général de la FAO s'exprimait ainsi en prélude à l'Année africaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire qui sera lancée cette semaine à l'occasion du 22e sommet de l'Union africaine. Les gouvernements africains auront l'opportunité de renouveler leur appui au développement agricole en 2014, lors du lancement de cette Année africaine. Pour José Graziano da Silva, «*le lancement de cette Année est une étape importante vers une Afrique durable et libérée de la faim, dont ont rêvé et pour laquelle se sont battus Nelson Mandela et tant d'autres*». Et de souligner que cet événement qui coïncide avec l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) proclamée par l'ONU, doit mettre à profit les efforts du Plan détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), lancé en 2003.

«*Pendant de nombreuses années et un peu partout dans le monde, les petits agriculteurs, les communautés pastorales et les pêcheurs artisanaux ont été considérés*



José Graziano da Silva

comme faisant partie du problème de la faim (...). Or, rien n'est plus inexact. Les agriculteurs familiaux sont déjà les principaux producteurs vivriers dans la plupart des pays, et ils peuvent faire mieux encore avec un juste soutien», a noté José Graziano da Silva.

«*En améliorant l'accès aux services financiers, à la formation, à la mécanisation et à la technologie, on peut transformer les agriculteurs de subsistance en producteurs efficaces*», a estimé José Graziano da Silva. «*En accroissant la production tout en préservant les ressources naturelles, l'agriculture familiale offre également une alternative durable aux technologies à forte intensité d'intrants qui ont entraîné la détérioration de la qualité des sols, de la terre, des eaux et de la biodiversité*», a-t-il poursuivi. Le directeur général s'est en outre félicité de «*l'engagement, au plus haut niveau, d'un continent entier*» visant à mettre un terme à la faim en Afrique d'ici à 2025. Les chefs d'État et de gouvernement réunis à la faveur du 22e sommet de l'Union africaine, adopteront cet objectif cette semaine, conformément au Défi Faim Zéro lancé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en 2012.

Nestor N'Gampoula

ANGOLA

Le pays va accroître sa production pétrolière

Deuxième producteur de pétrole en Afrique, l'Angola va attribuer dix nouveaux blocs pétroliers d'un potentiel évalué à 700 millions de barils chacun, a indiqué le directeur d'exploration de la société nationale Sonangol, Severino Cardoso, le 27 janvier à Luanda, au cours d'une réunion d'information avec de potentiels investisseurs.

Ce potentiel pourrait augmenter avec la progression de l'exploration, a souligné Severino Cardoso. Sept des dix blocs sont situés dans le bassin de la Kwanza, tandis que les trois autres se trouvent dans le bassin du fleuve Congo, au nord de l'Angola. Les activités de recherche et d'exploration devraient démarrer en 2015.

D'autres sources font état d'études menées sur cinq autres blocs qui feraient l'objet d'une deuxième mise aux enchères vers 2017.

En janvier, Sonangol a déjà annoncé l'attribution avant la fin de cette année de dix nouveaux blocs pétroliers onshore pour consolider sa production de 1,7 million de barils par jour et ses réserves prouvées de 12,6 milliards de barils.

Noël Ndong



ATTENTION

L'ivoire de nos éléphants n'est pas à vendre

Mino ya nzoku na biso ya koteka te

象牙不是出售的

INTERVISION-RC



 N° vert **05 613 00 68**

loi n° 37-2008 « l'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national, des espèces intégralement protégées, ainsi que de leurs trophées, sont strictement interdits, sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts, pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction. Les contrevenants s'exposent à une amende de 100.000FCFA à 5.000.000FCFA et à une peine d'emprisonnement de 2 ans à 5 ans.

依照第37条(2008), 严禁进出口、携带或运输受保护物种及其狩猎战利品出入境。除非该物种受到水利及林业管理部门特别批准, 用于科研或繁育目的, 违者将被判处2-5年有期徒刑, 并处10-500万西非法郎的罚金。



CÉÉAC

Denis Sassou-N'Guesso annonce 100 millions de dollars d'aide à la Centrafrique

Le but de cette contribution, a déclaré le chef de l'État congolais, qui s'exprimait au nom de ses pairs d'Afrique centrale lors du lancement, le 1er février à Addis-Abeba, de l'Initiative africaine de solidarité avec les pays en crise, est de « soutenir les efforts de la Misca (Mission internationale de soutien à la Centrafrique), et d'assister le gouvernement centrafricain dans la relance du fonctionnement de l'État ».

La veille, les dirigeants de la Cécac, réunis en minisommet peu avant la clôture de la conférence de l'Union africaine, avaient annoncé par la voix du président tchadien, Idriss Deby-Itno, président en exercice de l'organisation sous-régionale, la constitution d'un fonds spécial au profit de la Centrafrique (Voir article ci-dessus).

Les 100 millions de dollars, soit 50 milliards FCFA, s'ajoutent aux efforts antérieurs apportés par la Cécac à ce pays, a rappelé Denis Sassou-N'Guesso qui a notamment évoqué la tenue de plu-

par la Cécac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et un prêt du même montant émanant du Congo. Cette volonté de renforcer l'action de la Misca a été sou-

L'initiative africaine de solidarité a déclenché une véritable chaîne de soutien à l'égard de la Centrafrique. En dehors de la contribution de la CÉÉAC, ce sont plusieurs pays et organismes internationaux qui ont annoncé des apports divers en argent et en matériel à ce pays ainsi qu'à la MISCA.

L'Éthiopie, l'Afrique du Sud, les États-Unis, le Nigeria, la France, l'Union européenne, l'Algérie, le Koweït, le Royaume Uni, la Côte d'Ivoire, le Canada, le Japon, le Luxembourg, la Gambie, la Norvège, l'Espagne, la Turquie, le Rwanda, le Bénin, l'Autriche, la Suisse, la Banque mondiale, l'Organisation internationale des migrations, l'Organisation internationale de la Francophonie sont les pays et institutions qui ont exprimé cet élan de solidarité.

En termes de mobilisation des fonds, ce sera un total de quelque 380 millions de dollars d'aide. Le patron de la MISCA, le général Jean-Marie Michel Mokoko estimait pour sa part les besoins de la mission africaine en Centrafrique à plus de 400 millions de dollars.

sieurs sommets extraordinaires sur la crise centrafricaine, le déploiement de la Misca, une aide de 50 millions de dollars offerte

tenue par le secrétaire général adjoint des Nations unies, Jan Eliasson, pour qui cette mission ne doit pas échouer.

L'initiative africaine de solidarité Sur un chapitre plus large, la réunion autour de l'initiative africaine de solidarité africaine a donné lieu, dans son premier module, à de nombreux engagements pris par différents États en faveur de plusieurs pays du continent en situation de postconflit. Le Mali, le Libéria, le Soudan, la Somalie, la Guinée-Bissau, le Niger en sont des exemples. Dans une allocution de circonstance, le président de la Banque africaine de développement, Donald Kaberuka, a battu le rappel des contributeurs du fonds créé dans ce cadre. L'Algérie s'est ainsi engagée à déboursier un million de dollars, le Nigeria deux millions, la Gambie cinquante mille dollars.

Pour leur part, le Rwanda, le Botswana et l'Éthiopie ont indi-

qué apporter de l'aide en nature en assurant des programmes de renforcement des capacités opérationnelles dans divers domaines, y compris l'assistance en matière de sécurité.

Ces pays emboîtent ainsi le pays à l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Égypte et la Libye, seuls pays africains ayant jusque-là contribué à ce fonds de solidarité estimé à un milliard de dollars, a indiqué Donald Kaberuka. Le patron de la BAD a, pour conclure, appelé à la fin du conflit au Sud-Soudan, dont la capitale Juba est promise à la mise en œuvre d'un projet d'électrification pour 26 millions de dollars, projet retardé, a noté l'orateur, pour cause de ce conflit.

Gankama N'Siah

UNION AFRICAINE

La constante sécuritaire l'a emporté

Comme lors de l'ouverture un jour auparavant, la fin des travaux du vingt-deuxième sommet de l'Union africaine (UA), le 31 janvier, a été précédée par l'audition de l'hymne de l'organisation interprété par une chorale dans la salle Nelson Mandela. Invitée à se lever, l'assistance a salué l'Africaine par des applaudissements.

On croyait entendre un rapport final sur le thème principal du sommet, l'agriculture et la sécurité alimentaire, les grandes lignes des deux discours prononcés à la clôture respectivement par le président malien, Ibrahim Boubacar Keita, et le chef de l'État mauritanien, Mohamed Abdelaziz, nouveau président en exercice, ont plutôt mis l'accent sur l'impérieuse nécessité pour le continent d'accélérer l'opérationnalité de la Force africaine en attente et de la Capacité africaine de réaction immédiate aux crises. Président d'un pays à peine sorti de la crise et qui inaugurerait aussi sa première réunion au sommet des chefs d'État de l'UA, Ibrahim Boubacar Keita était invité à prononcer un message de remerciement à la conférence au nom de ses pairs. Il est naturellement passé par la symbolique des cinquante ans de l'organisation panafricaine célébrée l'année dernière, décrivant un moment de fierté pour toute l'Afrique, mais aussi celui des défis qui l'attendent. Il a rappelé le combat de Nelson Mandela pour la liberté et s'est appesanti

ensuite sur le cauchemar vécu par son pays il y a quelques mois. S'il n'y avait pas eu la solidarité africaine et l'intervention française contre les terroristes, a-t-il expliqué, le Mali ne serait pas sorti de l'ornière. «Ce qui est arrivé à mon pays peut arriver à d'autres sur le continent. Dès lors, la mise en place des instruments de riposte aux violences de tous genres s'avère indispensable», a martelé le chef de l'État malien.

À son tour, Mohamed Abdelaziz, à qui est revenu l'honneur de déclarer la fin des travaux du sommet, a fait siennes les

dent mauritanien a une fois de plus plaidé en faveur de la jeunesse et de l'unité du continent: «Il nous faut envisager des politiques de formation et d'éducation impliquant l'adéquation entre l'école et l'emploi au profit des jeunes. Nous devons aussi, aujourd'hui plus qu'hier, parler d'une même voix dans les instances internationales, de sorte à occuper la place qui nous revient dans le concert des ensembles continentaux.» Mohamed Abdelaziz, qui a rendu hommage à l'action de son prédécesseur, a douze mois



L'exécution de l'hymne de l'UA peu avant la clôture du sommet. (© Adiac)

préoccupations de paix et de sécurité passées en tête des déclarations enregistrées au cours de la conférence.

Il a annoncé le report de l'examen de l'Agenda 2063 de l'UA à une prochaine réunion de l'organisation. Ainsi qu'il le déclarait après sa désignation par ses homologues pour conduire les destinées de l'Union, le prési-

devant lui pour remplir la sienne. Il devra imprimer sa marque à une organisation dont l'ambition bien réelle déclinée par ses dirigeants de s'affirmer sur la scène internationale ne saurait se résumer aux seuls discours relayés par les haut-parleurs en son splendide siège d'Addis-Abeba.

G.N'S.

CENTRAFRIQUE

La Cécac décide de la création d'un fonds spécial pour soutenir la transition

En marge de la conférence des chefs d'État de l'Union africaine qui s'est clôturée ce 31 janvier, les dirigeants des dix pays membres de la Cécac (Communauté économique des États de l'Afrique centrale) ont tenu dans la journée un mini-sommet sur la Centrafrique au siège de l'ambassade du Tchad à Addis-Abeba.



Le mini-sommet de la Cécac à l'ambassade du Tchad à Addis-Abeba. (© Minafect-RDC)

Au cours de cette réunion présidée par le chef de l'État tchadien, Idriss Deby-Itno, président en exercice de la Cécac, il a été décidé de l'institution d'un fonds spécial pour aider la Centrafrique à stabiliser la situation toujours préoccupante qu'elle traverse et permettre aux nouvelles autorités de ce pays de conduire la transition à son terme.

Pour Idriss Deby-Itno, qui s'exprimait après la rencontre, cette initiative de la Cécac répond à la volonté de la sous-région de ne pas voir la Centrafrique sombrer. Il a indiqué que le montant global de ce fonds serait révélé lors de la réunion de solidarité envers les pays africains affectés par les conflits armés, en particulier la Centrafrique, le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo.

Preuve, si besoin était, que la Centrafrique demeure pour la sous-région une préoccupation majeure, Idriss Deby-Itno, Denis Sassou-N'Guesso, Omar Bongo-Ondimba, Pierre Nkurunziza et les représentants de leurs homologues d'Afrique centrale à la conférence de l'UA ont presque été littéralement rattrapés par ce conflit. D'où la tenue de ce mini-sommet.

G.N'S.

Enfin !!!

Enfin !!!

Enfin !!!

Un Culte d'action de grâce de la grande diaspora !!!

Célébration de la première édition internationale d'action de grâce de la Grande Diaspora organisée par les membres de la diaspora du Groupe Apostolique de Prière et d'Entraide Mutuelle (G.A.P.E.M) présent à Brazzaville. Elle aura lieu le Dimanche, 16 février 2014 au siège Central du GAPEM Sise 2 rue Ngatali Cité de 17 de 08H-17H sous office principal du Maître des Missions Apostoliques.

Pour plus d'informations sur l'organisation de cet évènement veuillez contacter les numéros suivants :

06 610 52 52 06 851 40 11 06 653 03 19

Ainsi, vous êtes convié à cette grande rencontre autour de la table de l'Eternel.



BUROTOP IRIS



DELL
www.burotop.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an



+ Onduleur
EMERSON LIEBERT de 650 VA

+ Multiprises APC

+ Imprimante HP 2516
Multifonction couleur



399.000 FCFA * HT

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne. Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88



BUROTOP IRIS
www.burotop.com



hp
GOLD PARTNER

Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

+ 1 sac offert



225.000 FCFA * HT



AMIC Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à
149,000 FCFA gagnez 1 mois gratuit
de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo

Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81

Email: Support@amc-telecom.com

UNION AFRICAINE

Le mécanisme de suivi de l'accord-cadre du 23 février réitère son soutien à la République démocratique du Congo

Les parties signataires de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région conclu le 23 février 2013 à Addis-Abeba, en Éthiopie, ont rappelé, lors d'une réunion vendredi dans la capitale éthiopienne, que ce texte était capital pour le retour de la stabilité dans ce pays et dans toute la région.

Au plus fort du conflit qui opposait depuis de longues années les forces régulières du gouvernement de Kinshasa et de nombreux groupes rebelles dans l'est de la RDC, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-moon, avait parrainé, en février 2013, la signature de cet accord avec la participation d'une dizaine de pays auxquels se joignirent plusieurs autres partenaires.

La réunion tenue à Addis-Abeba, la troisième du genre après la conclusion de cet accord, à laquelle prenaient part plusieurs chefs d'État, leurs représentants, les dirigeants des institutions sous-régionales (SADC, CIRGL) ainsi que l'ONU, visait à dresser le bilan de son application à mis-parcours.

Dans leurs délibérations, les participants ont pris bonne note des derniers développements de la situation dans l'est de la RDC, où la rébellion du M23 a été défaite. Ils ont salué la médiation menée par l'Ouganda lors des négociations entre les parties belligères, mais soulignent que la situation dans cette partie de la RDC est encore fragile. À ce titre, ils exhortent le gouvernement à rétablir sans attendre l'autorité de l'État là où elle fait défaut.

Évoquant la stabilité de la sous-région, les parties signataires de l'accord ont réaffirmé leur attachement «à la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de tous les pays de la région». Elles se sont par ailleurs félicitées de l'adhésion du Kenya et du Soudan au mécanisme signé à l'époque par onze pays, qui en compte désormais treize. Ces deux pays viennent ainsi de rejoindre la RDC, l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, le Congo, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Sud-Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Gankama N'Siah

L'Italie ouverte à un véritable partenariat

Coopérer au développement de l'Afrique dans tous les secteurs porteurs est une priorité essentielle, affirme-t-on à Rome.

La coopération de l'Italie avec l'Afrique date de l'avant-indépendance de la plupart des pays, comme ne cesse de le rappeler le groupe pétrolier ENI. Sous ses diverses dénominations, le géant pétrolier italien a su, premier avant tous les majors, miser sur l'Afrique pour, notamment, l'extraction du pétrole. Mais cette coopération s'est étendue au fil des années ; et elle s'est diversifiée, au point qu'aujourd'hui, c'est à Rome que l'on trouve majoritairement les pronostics les plus optimistes sur le continent.

Ainsi qu'il a été écrit dans les colonnes de ce journal, un économiste comme Romano Prodi n'a eu de cesse d'appeler les décideurs de la péninsule à tourner de nouveau le regard vers ce continent. Ses atouts sont redevenus indéniables malgré des insuffisances. Dans sa plaidoirie, Romano Prodi – qui a d'ailleurs le titre officiel de porte-parole des chefferies traditionnelles africaines – estime que l'avancée de la Chine sur cet échiquier part du constat que l'Afrique est bien une pourvoyeuse de matières premières vitales, mais pas seulement.

Mais ce n'est que depuis la fin de

l'année dernière que les appels de l'ancien président de la Commission de l'Union européenne commencent à avoir concrètement de l'effet. L'Italie a lancé à Rome l'initiative Italia-Africa, un condensé de sa vision de la coopération nouvelle avec le continent. Dans la foulée, la ministre des Affaires étrangères Emma Bonino a effectué une

«L'Afrique est un sujet particulièrement cher à l'Italie, même en vue de l'exposition universelle de Milan 2015 dédiée précisément au thème du développement durable».

tournée africaine dans les «pays-tremplins» de la relance. Auparavant, elle avait littéralement mis à l'eau le porte-avions Cavour, engagé dans un tour humanitaire maritime de l'Afrique.

Lapo Pistelli annonce d'importants projets Et, alors que s'achevaient à Addis-Abeba les travaux du Sommet de l'Union africaine (UA), l'Italie a tenu aussi à y être à la fois pour nouer et consolider des accords de partenariat (avec l'Éthiopie pour, notamment, le lancement des travaux d'une ligne ferroviaire devant arriver à Djibouti), mais aussi pour faire entendre sa voix au cœur de l'exécutif africain. C'est le vice-ministre des Affaires étrangères, Lapo Pistelli, qui a été chargé de

venir dire au 24e sommet du Conseil exécutif de l'UA ce que l'Italie entend faire ensemble avec les pays du continent pour un profit partagé.

Lapo Pistelli a eu différents contacts : avec des plénipotentiaires équato-guinéens, somaliens, éthiopiens, ivoiriens... Il leur a fait part de la disponibilité de Rome à appuyer en Afrique le secteur vital de l'agriculture, des infrastructures, de la petite et moyenne industrie, de la pêche... tout comme à apporter son aide aux missions de paix africaines dans les différents théâtres d'opération au Soudan du Sud, en Centrafrique ou en Somalie.

«L'Afrique est un sujet particulièrement cher à l'Italie, même en vue de l'exposition universelle de Milan 2015 dédiée précisément au thème du développement durable». Avec l'Éthiopie, définie comme «véritable partenaire stratégique de l'Italie dans la Corne de l'Afrique», un accord d'aide de quelque sept millions d'euros a été signé pour aider le pays à atteindre les priorités inscrites aux Objectifs du millénaire pour le développement dans les domaines de la santé, de l'instruction ou de la fourniture électrique et la disponibilité en eau potable dans les zones rurales.

Lucien Mpama

TOYOTA + CFAO

= NOUVELLE GARANTIE 3 ANS OU 100 000 KM*

* Garantie 3 ans ou 100.000 km au premier terme échu, pour tout véhicule acheté neuf chez CFAO Motors et entretenu chez CFAO Motors

CFAO MOTORS
cfaogroup.com
Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matéve BP 1110 - Tél: [242] 05 550 17 78 / 06 665 44 65
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso BP 247 - Tél: [242] 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39
www.cfaomotors-congo.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL TOYOTA

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET DE L'INTEGRATION
PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
Crédit n° 5063 - CG
Unité d'Exécution du Projet
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 05 551 96 11, 06 921 91 16
Courriel: prctg@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N°08C/MEFPPPI-CAB/PRCTG-SPM/14

« **Recrutement d'une firme pour la mise en place d'un système de gestion électronique des documents à l'Unité d'Exécution du Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG)** »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'une firme pour la mise en place d'un système de gestion électronique des documents à l'Unité d'Exécution du PRCTG).

2. L'objectif de la mission consiste à mettre en place un système de gestion électronique des documents performant qui puisse répondre aux besoins spécifiques de l'Unité d'Exécution du PRCTG.

La durée de la mission est de trois (03) mois incluant les quatre (4) phases suivantes : (i) la réalisation de l'état des lieux ; (ii) la conception de l'architecture du SGED, y compris la liste et les spécifications techniques des équipements et matériels ; (iii) l'implantation du SGED ; (iv) la formation des utilisateurs à l'appropriation du SGED et l'élaboration du manuel de procédures.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG, invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services.

4. Les consultants intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des

conditions semblables, etc.). Les consultants intéressés peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Dans le cas d'une association, les consultants doivent indiquer clairement le Chef de file et sa nationalité.

5. Sur cette base, un cabinet d'études sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la méthode de Sélection fondée sur la qualité technique et le coût.

6. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 14 h 00.

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le lundi 24 Février 2014 à :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
UNITE D'EXECUTION DU PROJET
SECTION PASSATION DES MARCHES
B.P 2116 Brazzaville, République du Congo; Derrière le Commissariat Central
Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 30 Janvier 2014

Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA

AVIS SPECIFIQUE DE PASSATION DE MARCHÉ AVIS DE PRE-QUALIFICATION

République du Congo
Projet Campus UCAC/ICAM (Ex IST-AC)
Site de Notre-Dame à Pointe-Noire

Le Projet Campus UCAC/ICAM - Site de Notre Dame comprend la construction de deux bâtiments R+5 et R+4, la réhabilitation d'un bâtiment R+1 en R+2, la construction de locaux annexes et la réalisation de la VRD. Convention de crédit N°1371 01 Z

L'ICAM-AC, INSTITUT CATHOLIQUE DES ARTS ET METIERS EN AFRIQUE CENTRALE, Maître d'Ouvrage, lance son projet de construction d'un campus pour l'Institut UCAC/ICAM, Ex IST-AC, sur le site de Notre-Dame à Pointe Noire.

Le marché de ce projet, financé pour partie sur fonds propres et pour partie par un prêt auprès de l'Agence Française de Développement, comporte deux lots : un lot Gros Œuvre / Second Œuvre / Voirie et Réseaux Divers et un lot Technique (courant fort / courant faible). Les candidatures peuvent être soumises en vue de la pré-qualification, soit pour l'ensemble des lots proposés, soit pour l'un des deux lots.

Le Maître d'Ouvrage entend pré-qualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour la construction d'un bâtiment résidence R+5, d'un bâtiment pédagogique R+4 et de locaux annexes. Le présent marché comprend également la réhabilitation d'un bâtiment existant R+1 en R+2, ainsi que la réalisation de la Voirie et des Réseaux Divers du site. Les avis d'appel d'offres devraient être lancés le 03 Mars 2014.

Les candidats intéressés admissibles peuvent

obtenir de plus amples renseignements et inspecter le document de pré-qualification auprès de l'Institut UCAC / ICAM (dont l'adresse figure ci-après) du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h30 à 18h30. Les candidats intéressés peuvent acheter un jeu complet du document de pré-qualification en français, en se présentant à l'adresse ci-dessous après versement des frais non remboursables de 30 000 Francs CFA ou 50,00 Euros (paiement en espèce). Le document leur sera remis en mains propres après notification de versement auprès du Maître d'Ouvrage.

Les dossiers de candidature pour la pré-qualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée à l'adresse ci-après avant le 07 février 2014, et doivent être clairement marquées « Candidature de pré-qualification pour la construction du Campus UCAC/ICAM – Site de Notre Dame - Convention de crédit N°1371 01 Z ».

Institut UCAC/ICAM (Ex IST-AC)
Jonathan QUINTON
Base Total E&P Congo
Km4 Quartier Ouest
B.P. 781 POINTE-NOIRE
République du Congo
(+242) 05 035 79 78 ou (+242) 05 524 59 55
jonathan.quinton@ucac-icam.com

COMMUNIQUÉ

L'Ambassade de la République du Venezuela organise un concours pour dessiner le Président Hugo CHAVEZ FRIAS.
Date d'inscription : du 31 /01/au 04 /02/ 2014
Lieu : L'Ambassade du Venezuela
Plus d'informations au téléphone :

06 604 40 40

05 376 57 87

Terrains à vendre à Massengo et à Kintélé.

Bon prix

Tel : 05 570 37 79

Séminaire de formation sur Le TRANSIT

Contenu du séminaire:

- Connaître les régimes douaniers.
- Se familiariser avec la déclaration en douane.
- Connaître les documents utilisés à l'import et à l'export ainsi que les services y afférant ;
- Connaître les calculs de la valeur en douane et les positions tarifaires;
- Connaître le Fret maritime, aérien, routier,...
- Connaître les professions liées au transit (déclarant, consignataire, commission-

naire de transport, acconier,...)

- Savoir gérer une expédition internationale ;

Début : 12 Février 2014 (+ livre gratuit)

Coût : 35 000 Fr + 1 marker non permanent

Durée : 2 semaines

Horaire : 18H - 20H

Lieu : Immeuble en face du hall des légumes Agricongo marché total (derrière la fac de droit, à l'étage) ; M.SYS

Contact : 06 937 60 54 / 05 556 90 64

JOB OPPORTUNITY ANNOUNCEMENT

AMERICAN EMBASSY, BRAZZAVILLE - ANNOUNCEMENT NUMBER 002-2014

OFFRE D'EMPLOI

Pour le poste de: Chauffeur

Grade du Poste: FSN-03 (Grille salariale applicable aux employés locaux de l'Ambassade des USA)

DATE D'OUVERTURE: vendredi 31 janvier 2014;

DATE DE CLOTURE: vendredi 14 février 2014

Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche quatre (4) individus ayant un diplôme d'études secondaires (BEPC), un permis de conduire, un niveau acceptable de la langue anglaise ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler comme chauffeur. Les intéressés (ées) auront entre autres tâches: d'assurer le transport des passagers et/ou des marchandises dans la ville et autour des quartiers environnants, conduire les véhicules de l'entrepôt pour la livraison du matériel, équipement, voire bagages ... maintenir les véhicules propres et en état de fonctionnement, ceci inclut être capable de faire une petite mécanique préventive. Les intéressés (ées) qui travailleront de façon rotative pendant 24 heures exécuteront également d'autres tâches sur instruction de leur superviseur. Un test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Pour de plus amples informations, concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2000/06-612-2143/06-612-2133/06-612-2073 ou par courrier E-mail à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Veuillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement, à l'attention de: Management Officer - U.S. Embassy Brazzaville – Boulevard Denis Sassou N'Guesso No: 70-83 sections D (Face Maternité Blanche Gomez) Bacongo, Centre-Ville.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!

**Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec**

**WARID
SO-V-NGA**



Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123



WARID
Passer à l'action

CENTRAFRIQUE

La France pour la tenue des élections générales en février 2015

Le représentant de la France à la conférence des donateurs tenue samedi à Addis-Abeba en vue du financement de la force africaine de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) a fixé samedi le délai de février 2015 pour la tenue des élections générales visant à doter ce pays d'Afrique centrale de nouvelles institutions démocratiques.



Des soldats de la MISCA

Plus de 110 pays et organisations internationales sont réunis dans la capitale éthiopienne, à l'initiative de l'Union africaine (UA), pour la mobilisation de fonds dans le but de permettre à la MISCA d'assurer sa mission de sécurisation et de stabilisation de la République centrafricaine (RCA) en rapport avec son mandat d'une durée initiale de douze mois établi par une résolution des Nations unies.

Sous mandat de l'UA, cette force dotée d'un effectif de 6.000 hommes d'ores et déjà mobilisée, selon les sources officielles, est pourvue par les pays de la Communauté économique de l'Afrique centrale (Céec) à laquelle la RCA appartient, et aussi du Rwanda qui avait quitté cette organisation régionale pour se tourner vers l'Afrique de l'Est et australe. Afin de sortir de la crise sociopolitique dans laquelle elle est plongée depuis le conflit marqué par la prise du pouvoir le 24 mars 2013 par l'ex-alliance rebelle de la Séléka et son leader Michel Djotodia, poussé à la démission de la présidence de la transition le 10 janvier par les leaders de la Céec et la France, le pays devra organiser des élections générales dont le calendrier n'est pour l'heure pas encore établi par les autorités de transition.

Dans son intervention à la conférence des donateurs pour la Misca samedi à Addis-Abeba, le représentant de la France a clairement annoncé le délai de février 2015 pour la tenue de ces consultations populaires, soulevant des réactions de surprise au sein de la délégation centrafricaine à cette séance.

Xinhua

HSIET YTO HSIET CONGO DEVELOPPEMENT Tél: 06 699 3688 / 06 600 8865 . ADR: 1593 Avenue 3 Martyrs Batignolles Brazzaville, arrêt bus papa gaZ



1 400 000F TTC **23 500 000F TTC** **2 000 000F TTC** **32 900 000F HT** **41.200 000F HT**

Tracteur HOWO 375CV Avec Remorque conteneur

TerraTech le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

- > Acer Celeron (Couleur Rouge)
- > Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz)
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 265.000 TTC



GARANTIE 1 ANNEE

Avenue Alphonse Fongere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

acer hp dell TOSHIBA Leading Innovation Microsoft APC iPad SAMSUNG SONY lenovo Genius FUJITSU

DROIT FONCIER

Les petits agriculteurs africains menacés par les investisseurs étrangers

Les transactions foncières entre les États africains et les investisseurs étrangers soulèvent des interrogations sur les droits fonciers, les modes de mise en location ou en concession, la transparence de l'investissement et le développement agricole inclusif.

Les transactions foncières entre les États et les investisseurs étrangers constituent une grave menace pour le mode de vie des agriculteurs africains, alors que des investissements réalisés dans l'agriculture augmenteraient la productivité et la richesse, affirme Ruth Hall, professeure de l'Institut d'études sur la pauvreté, la terre et l'agriculture, en Afrique du Sud. Les terres en friche ou disponibles ont changé de propriétaires en Afrique, entraînant de lourdes conséquences pour les populations locales et l'environnement. Une transformation rapide de la propriété foncière et des systèmes agricoles a eu lieu de manière exponentielle au cours de dix dernières années. Lors d'une récente réunion de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac), parlementaires et petits agriculteurs de cette région riche en ressources de toute nature se sont heurtés au type d'investissement requis.

Le vice-président du Parlement panafricain, le Camerounais Roger Nkodo Dang, a plaidé en faveur de l'industrialisation de l'agriculture et de la commercialisation des produits agricoles. Cette vision qui ne tient pas compte des tensions inévitables qui se posent, en l'occurrence la coupe à blanc des forêts tropicales pour faire place à des plantations de palmiers à huile qui détruit les puits de carbone. Le délogement des agriculteurs locaux pour faire place à des plantations commerciales pourrait sans doute favoriser la production alimentaire efficace pour les marchés mondiaux, mais compromettrait la sécurité alimentaire de la population locale.

La situation des agriculteurs est pire en tant que travailleurs qu'en tant qu'agriculteurs indépendants. Le rapport 2011 de la Banque mondiale (BM) sur « l'intérêt croissant des investisseurs à l'agriculture » a mis en lumière la situation des agriculteurs, qui est pire en tant que travailleurs qu'en tant qu'agriculteurs indépendants. Alangeh Romanus Che, de la plateforme régionale des organisations paysannes de l'Afrique centrale, pense qu'il faut investir auprès des agriculteurs africains plutôt que de prendre leurs terres.

Un projet a récemment été présenté par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, en vue de consulter les parties prenantes africaines à Johannesburg (Afrique du Sud). Il s'agissait de voir comment définir et garantir des investissements agricoles responsables. Il en résulte que pour un revirement dans l'agriculture africaine, il faut commencer par reconsidérer la réduction des subventions, la dérégulation agricole et la libéralisation du commerce qui ont constitué la formule politique imposée à de nombreux États africains durant les trois dernières décennies.

En effet, divers investissements publics/privés, internes/externes permettraient aux agriculteurs de commercialiser et d'augmenter la production, d'accéder aux intrants peu coûteux et appropriés, d'améliorer leur productivité, d'ajouter de la valeur aux produits, d'accéder à de meilleurs marchés et de chercher de meilleurs prix pour l'amélioration des produits de qualité.

Le défi reste donc l'élaboration de programmes de développement alternatif concrets confirmant les droits fonciers des familles agricoles et favorisant l'investissement auprès de celles-ci.

Noël Ndong

BASKETBALL

Les résultats des Congolais de la diaspora en France et en NBA

France : Pro A, match décalé de la 17^e journée

Nancy et Jean-Michel Mipoka battent Limoges et Nobel Boungou Colo (85-64). Face à son ancien club, Mipoka a cumulé 11 points (3/5 aux tirs, 1/3 aux tirs primés et 2/4 aux lancers francs), 1 passe décisive, 2 interceptions, 1 perte de balle, 1 faute commise pour 2 subies et +7 d'évaluation en 16 minutes.

En 30 minutes, Nobel Boungou Colo compile lui 15 points (5/9 aux tirs, 5/6 aux lancers francs), 9 rebonds (5 offensifs), 1 bloc défensif, 2 passes décisives, 2 pertes de balle, 1 faute commise pour 4 subies et +19 d'évaluation.

États-Unis : NBA, 44^e, 45^e, 46^e et 47^e journées

Après son retentissant succès à San Antonio, le Thunder va l'emporter, samedi 25, à Boston (101-83). Privé de Kevin Durant, OCK peut alors compter sur un grand Serge Ibaka, meilleur joueur du match avec 21 points (8/13 aux tirs, 1/1 aux tirs primés, 2/2 aux lancers francs), 7 rebonds, 2 passes décisives, 3 fautes commises et +26 d'évaluation.

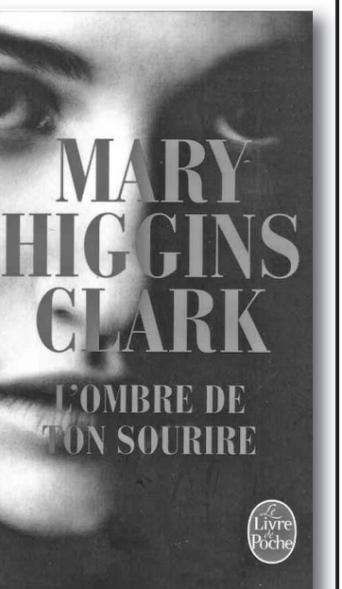
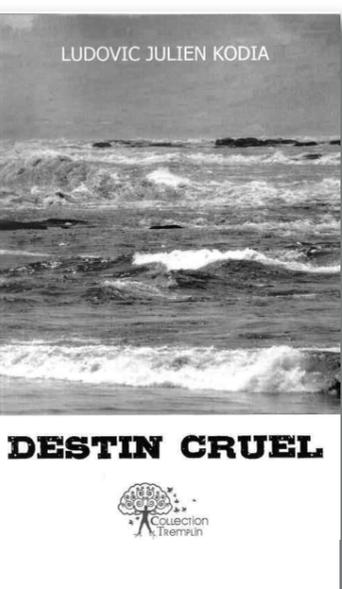
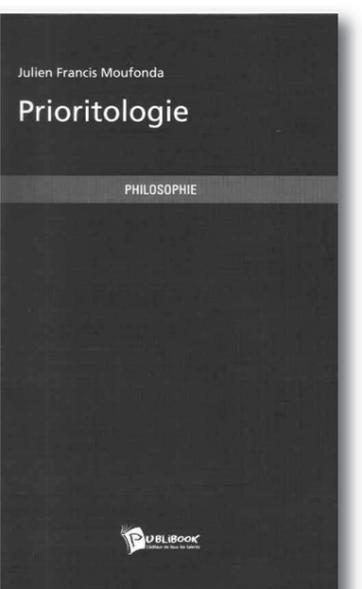
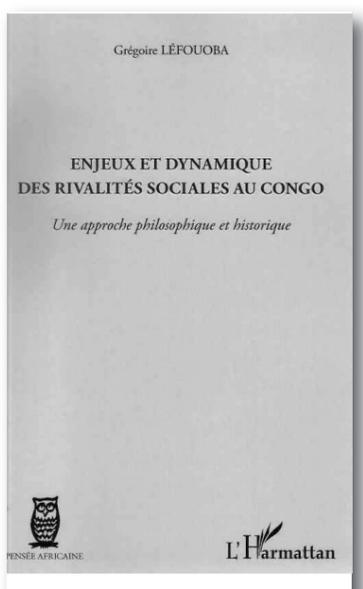
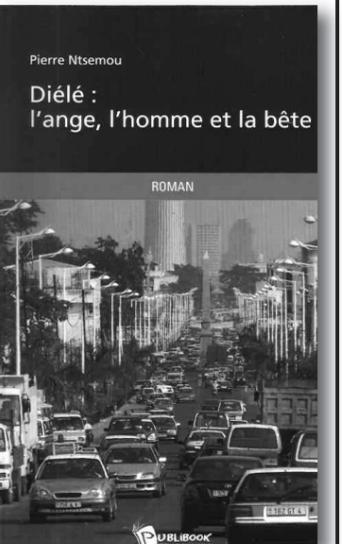
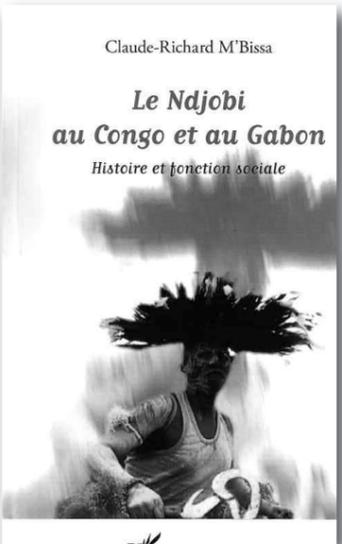
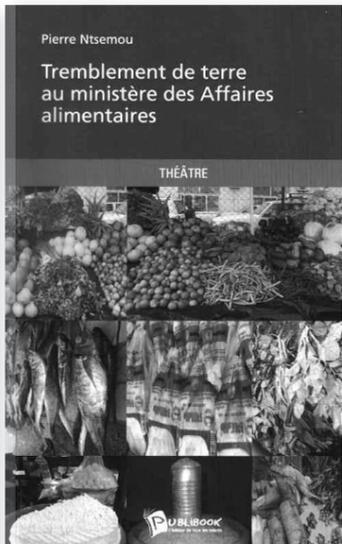
Dimanche, Oklahoma enchaîne par un troisième déplacement à Philadelphie, conclu par un troisième succès (103-91). Dans le sillage d'un Kevin Durant stratosphérique (32 points, 12 rebonds, 10 passes décisives, +51 d'évaluation), Serge Ibaka a été énorme : 25 points (12/16 aux tirs, 1/2 aux lancers francs), 11 rebonds (8 défensifs), 1 passe décisive, 2 fautes commises, 1 interception, 5 pertes de balle, 5 blocs défensifs et +33 d'évaluation en 34 minutes.

De retour dans sa salle, mardi, le Thunder dispose d'Atlanta (111-109). Serge «Blocka» Ibaka a marqué les esprits avec 6 blocs défensifs. Moins incisif par ailleurs (9 points, 3 rebonds, 2 fautes, 1 interception et 3 pertes de balle en 32 minutes) avec +12 d'évaluation.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, OCK enchaînait une neuvième victoire consécutive et ce, sur le terrain du Miami Heat (112-95). Avec 22 points (10/20 aux tirs, 2/2 aux lancers francs), 8 rebonds, 1 passe décisive, 1 faute commise, 1 interception, 2 pertes de balle et 1 bloc défensif en 34 minutes, Serge Ibaka a été crédité d'un +21 d'évaluation.

Camille Delourme

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



CHRONIQUE

Culture et tourisme

Selon l'OCDE et une étude canadienne, «plus de 50% de l'activité touristique en Europe est générée par le patrimoine culturel, et le tourisme culturel devrait être la composante du secteur du tourisme à connaître la plus forte croissance». Cela laisse à supposer que le tourisme culturel est l'avenir du tourisme... Qu'en penser ?

Il est vrai qu'en se référant à l'exemple de France, on peut constater que sa meilleure représentativité et son identité sont véhiculées par la création artistique. Elle est parvenue à fidéliser des visiteurs du monde entier en les transformant en ambassadeurs de ses expériences culturelles.

Dans certains pays africains où l'on a mis à pleine contribution le binôme culture-tourisme, on a pu créer des communautés urbaines étiquetées à la fois ville spirituelles, politiques, économiques ou culturelles. On s'est prévalu tantôt d'un patrimoine architectural et artistique exceptionnel résumant un ensemble traditionnel authentique, et l'Unesco ne s'est pas trompée en dé-

clarant certains sites patrimoniaux classés, suscitant ainsi l'intérêt des visiteurs comme pôles d'attractivité à l'instar de la ville de pierre de Zanzibar. En effet, Zanzibar préfigure les villes marchandes côtières swahilies d'Afrique de l'Est à travers une multitude de cultures africaines, arabes, indiennes et européennes sur plus d'un millénaire.

Les villes de Tombouctou et Gao, bien qu'en péril, continuent de susciter la curiosité au même titre que les lacs d'Ounianga, au Tchad ; le parc trinational de la Sangha, dans le Bassin du Congo ; la ville historique de Grand Bassam, en Côte d'Ivoire ; Rabat, au Maroc ; et le pays Bassari, au Sénégal ont été reconnus pour leurs valeurs universelles exceptionnelles. Il sied de rappeler que le parc de la Sangha est un trésor touristique qui regroupe trois pays d'Afrique centrale : au Cameroun, le parc national de Lobeke ; au Congo-Brazzaville, celui de Nouabalé-Ndoki ; et en Centrafrique, celui de Dzanga-Ndoki. En cela, il représente une des plus importantes aires de conservation de la biodiversité.

Que dire de la richesse culturelle et touristique des villes africaines, lorsque l'on évoque par exemple l'ancienne Mfoa, capitale de l'Afrique équatoriale française et de la France libre, Brazzaville, qui aujourd'hui devrait être reconnue pour ce qu'elle est réellement, carrefour touristique et culturel, désignée « Ville de musique » en rejoignant le Réseau des villes créatives de l'Unesco dans la catégorie arts populaires ? Ville de créativité culturelle, elle devrait devenir encore plus célèbre grâce à son Fespam, événement destiné à devenir l'un des plus grands festivals de musique au monde en se fixant le défi d'accueillir de plus en plus de spectacles et de spectateurs d'année en année.

On doit pouvoir être fier de la richesse de son patrimoine historique ainsi que de la diversité de ses manifestations qui sont supposées être un spectacle permanent pour l'œil et l'esprit. A-t-on des musées et donc des expositions supposées prestigieuses couvrant notre période préhistorique jusqu'à l'art contemporain ? Les collectionneurs en sont friands, et cela répond aux nom-

breuses demandes des visiteurs au même titre que les vins et autres boissons locales ou produits gastronomiques permettant que l'on découvre les meilleurs chefs proposant les spécialités du terroir. Les axes maritimes et fluviaux doivent permettre le tourisme fluvial et maritime à travers de très belles liaisons et croisières d'agrément dans diverses régions.

Le puissant moteur économique constitué par le mariage culture-tourisme est plus qu'évident, et un grand nombre de facteurs le confirment, caractérisés par la demande et l'offre comme l'intérêt de plus en plus croissant pour la culture, notamment en tant que source d'identité et de différenciation face à la mondialisation, le vieillissement et l'appétence pour la culture des populations dans les régions développées, le développement du tourisme culturel pour renforcer emploi et revenus où encore selon qu'on le considère comme un marché de croissance ou un moyen d'augmenter les revenus des populations locales, etc.

Ferréol-Constant-Patrick Gassackys

INVITATION A SOUMISSIONNER

Brazzaville, 1^{er} février 2014

Mesdames/Messieurs,

La Représentation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en République du Congo invite les entreprises légalement constituées et autorisées, à lui présenter des propositions pour les services d'assurance automobile, motocycles et bateaux, objet de la présente invitation à soumissionner ref. HCR/ROC/UAL/003/2014-gdsa.

Les Entreprises qualifiées voudraient bien nous faire parvenir leur offre, selon les termes de référence stipulés dans le présent dossier d'invitation à soumissionner.

Pour la présentation de votre proposition, veuillez trouver ci-après les instructions et les annexes suivantes:

- Pièce 1: Lettre d'invitation
- Pièce 2: Les Instructions aux Soumissionnaires
- Pièce 3: Les Termes de Référence
- Pièce 4: Les Formulaires de conformité des services
- Pièce 5: Le cadre de devis
- Pièce 6 : Fiche de soumission financière
- Pièce 7 : Formulaire d'expériences de services similaires
- Pièce 8 : Formulaire commun d'enregistrement des fournisseurs
- Pièce 9: Les Conditions générales régissant les prestations de services
- Pièce 10 : Fiche de retrait du dossier de soumission

La proposition complète devra être reçue au plus tard le 14 Février 2014 à 16 heures 00 à la Représentation de l'UNHCR à Brazzaville dans la caisse de réception des soumissions spécialement conçue à cet effet et située dans le hall de la réception. Les propositions techniques et financières devront être présentées, chacune dans une enveloppe séparée et devraient être clairement détaillée fournissant un original et une copie. Les enveloppes devraient être scellées et placées à l'intérieur d'une autre enveloppe ne portant d'autres inscriptions que celles indiquées dans les Instructions aux soumissionnaires.

Les dossiers de soumissions sont à retirer à la guérite du service de gardiennage du Bureau de la Représentation du HCR à Brazzaville, sise au n° 6, rue du 18 Mars 1977, Quartier Cathédrale sacré cœur Centre ville / Brazzaville.

Sincèrement,

Administrateur aux Approvisionnements.

UDPS

Étienne Tshisekedi attendu aux États-Unis

L'enjeu principal de ce déplacement, à en croire les analystes, tiendrait de la volonté des Occidentaux à convaincre l'ex-challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011 à renoncer à reconsidérer sa position de « président élu » pour rentrer dans le processus électoral.



Étienne Tshisekedi

Sauf changement de dernière minute, le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) est attendu ce 3 février à Washington. Étienne Tshisekedi qui renoue ainsi avec les milieux diplomatiques occidentaux sera l'hôte du Congrès américain. Son agenda prévoit plusieurs activités dont sa participation aux journées de prière qu'organise annuellement le Congrès américain. Plusieurs personnalités du monde y sont invitées. Après les États-Unis d'Amérique, le « *lider maximo* » mettra le cap sur Paris où il est prévu des séances de travail avec les milieux de la gauche française ainsi qu'avec les membres de la diaspora de son obédience. Au-delà du protocole, d'aucuns s'interrogent sur le sens de ce périple euro-américain d'Étienne Tshisekedi invité « *à titre personnel* » par le Congrès américain. D'après certains analystes, l'enjeu principal de ce déplacement tiendrait de la volonté des Occidentaux à convaincre l'ex-challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011, à renoncer à reconsidérer sa position de « *président élu* » pour rentrer dans le processus électoral. L'on rappelle à cet effet la visite effectuée en RDC en octobre 2011 par Bill Richardson, l'envoyé spécial de l'ancien président américain Bill Clinton, qui chercherait désormais comment gérer la « *carte Tshisekedi* » sans trop de casses. D'autres analystes tentent d'établir un lien entre l'exigence de renonciation par Étienne Tshisekedi de ses revendications électoralistes et la fixation que fait l'envoyé spécial de Barack Obama dans la région des Grands lacs, Russ Feingold, sur l'échéance 2016 qu'il voudrait voir être respectée. En prévision du sommet USA-Afrique, l'officiel américain a, par ailleurs, martelé sur l'obligation faite aux dirigeants africains de respecter les Constitutions de leurs pays respectifs et de ne pas aller au-delà des mandats leur accordés via des retouches récurrentes des textes fondamentaux. En s'inscrivant sur le schéma de l'alternance démocratique, l'administration américaine a certainement une idée derrière la tête en ce qui concerne l'actuel quinquennat de Joseph Kabila qui s'achève en 2016, se convainquent bien d'observateurs. En militant pour qu'Étienne Tshisekedi rentre dans le processus électoral, il y a bien anguille sous roche. À l'étape de Paris, il est clair que le « *Sphinx de Limete* » aura également maille à partir avec les membres de l'UDPS/France qui restent eux aussi gagnés à l'idée de le contraindre à renoncer à ses revendications actuelles, étant entendu que la réalité et l'effectivité du pouvoir sont aujourd'hui incarnées par Joseph Kabila. D'où l'intérêt de se projeter déjà sur 2016. Encore que pour Étienne Tshisekedi qui n'a plus les ressources physiques nécessaires pour prétendre à ce nouveau challenge, rien n'est encore moins sûr. Il pourra toujours surprendre comme à ses habitudes.

À tout bien considérer, ce rebondissement presque inattendu d'Étienne Tshisekedi sur le plan diplomatique est loin d'être un fait du hasard. Signe de mauvais augure pour le pouvoir kabiliste ? Difficile de répondre à cette interrogation, surtout lorsqu'on sait que dans la foulée de la présidentielle de 2011, le même Étienne Tshisekedi avait effectué un voyage en Occident où il avait reçu toutes les assurances quant à la tenue transparente des élections. Au finish, toutes les promesses faites n'ont pas été respectées et l'impérium tant rêvé avait choisi son camp. D'aucuns prédisent le même scénario pour ce nouveau déplacement du leader de l'UDPS en France et aux USA. De la carrure et du poids politique des personnalités franco-américaines qu'aura à rencontrer le leader de l'UDPS dépendra certainement le succès de ce périple.

A.D.

ENJEUX POLITIQUES

L'opposition veut repenser ses stratégies

Le président du Sénat, Léon Kengo, a promis de faire des propositions concrètes quant à l'organisation et la restructuration de ce regroupement politique censé être remodelé en fonction des enjeux actuels et à venir.

Le Mouvement de libération du Congo (MLC) était la première à avoir pris l'idée de rassembler l'opposition en vue d'opérer quelques réglages dans le sens d'optimiser sa lutte. Au cours d'une récente séance d'échange de vœux entre membres du parti, il a été dit que le MLC entendait amorcer des contacts avec les responsables des formations politiques de l'opposition pour élaborer ensemble un programme d'actions et de mobilisation du peuple congolais autour d'un « plan pour une alternance crédible en 2016 ». Après

cette annonce pompeuse du secrétaire général Thomas Luhaka, le parti a lâché du lest. Aucun contact n'a été pris. Le leadership dont s'est toujours prévalu le parti de Jean Pierre Bemba au sein de l'opposition a été présomptueusement ignoré, sinon tous les menus fretins de cette plate-forme allaient sauter sur l'occasion. Soit l'idée n'avait pas accroché, soit encore que les autres n'y avaient vu aucun intérêt à pactiser avec un MLC qui a beaucoup perdu de sa superbe depuis l'incarcération de son leader.

À l'opposé, il a fallu que Léon Kengo wa Dondo, le président de l'Union des forces du changement (UFC) invite ce qu'il en reste de l'opposition pour que les délégués de plusieurs partis et plates-formes qui la compo-

sent répondent à l'appel. Le 28 janvier à l'Espace GB, le président du sénat qui, entre-temps, s'est affublé du titre d'autorité morale de l'opposition, était face à ses partenaires de cette obédience politique. Il a, de nouveau, ressassé sur l'impérieuse nécessité de refaire l'unité de l'opposition, de rassembler les forces disparates et de définir de nouvelles méthodes d'action. Il a promis de faire des propositions concrètes quant à l'organisation et à la restructuration de l'opposition censée être remodelée en fonction des enjeux actuels et à venir. Une approche qui se recoupe avec celle initiée auparavant par le MLC qui, visiblement, ne semble pas avoir les coudées franches pour la matérialiser. Aussi curieux que cela puisse paraître, le MLC qui a été à l'origine du concept s'est finalement mis à la traîne de l'UFC et de Léon Kengo autour desquels toute l'opposition devrait dorénavant se cristalliser.

Dans la foulée, le président du Sénat a annoncé la création d'une plate-forme dénommée Rassemblement de l'opposition congolaise dont la mission consiste à protéger les acquis des concertations nationales. Là-dessus, il a réitéré son appel pressant de voir les recommandations prises dans le cadre de ce forum être appliquées au nom de la « démocratie consensuelle ». Sur les 750 recommandations formulées par les concertateurs, en effet, cent ont été retenues comme prioritaires, au nombre desquelles la formation du gouvernement de cohésion nationale.

Alain Diasso



Léon Kengo wa Dondo

COOPÉRATION MULTILATÉRALE

Un appui pour la transparence des finances publiques de la RDC

La Banque mondiale (BM) a approuvé un don de l'IDA de l'ordre de cinq millions de dollars américains à cet effet.

Selon un communiqué provenant de l'institution de Breton Wood, ce montant aidera la RDC à renforcer la crédibilité, la transparence et la redevabilité de la gestion de ses finances publiques. Baptisé "Projet de gestion et de redevabilité des finances publiques", il a pour but de rendre plus efficace l'utilisation des ressources publiques dans les efforts de réhabilitation du tissu social. Au-delà, il peut également ouvrir la voie à une réaffectation des crédits qui financent les services sociaux, comme la santé, l'éducation et l'agriculture, à des projets qui profitent aux populations les plus pauvres du pays, a poursuivi le document. Pour la BM, le projet aura un impact social certain. En effet, il contribuera à faire naître

une plus large confiance de la population capable de mieux contrôler le budget, d'améliorer son exécution et même d'accéder à des données budgétaires importantes. Aussi le PFMAP soutient-il les réformes de la gestion des finances publiques au niveau de l'État et des provinces de l'Équateur, du Kasaï Oriental et du Nord-Kivu, s'appuyant bien entendu sur des programmes financés par la BM et d'autres bailleurs de fonds.

Ces réformes visent à donner aux ministères techniques les moyens d'une bonne exécution du budget de l'État. Le projet intègre aussi d'autres réformes, notamment celles visant le renforcement des systèmes d'information financière, les procédures de gestion de trésorerie, les audits internes et externes et la gestion des finances publiques dans les provinces. Par contre, pour le public, le projet prévoit de mettre en place les nou-

veaux outils et modes d'informations du citoyen sur les processus de préparation, de suivi et de contrôle du budget. Globalement, le financement du projet se fera à travers un Fonds fiduciaire multidonateurs administré par la BM et exécuté par le gouvernement. En dehors des cinq millions de dollars de don de l'IDA approuvés, il y a 17 millions de dollars qui proviendront du ministère britannique du développement international. L'objectif majeur est d'arriver à assurer les conditions les meilleures d'une croissance partagée et durable pour aider les populations vivant dans la précarité. Il s'agit d'offrir de nouvelles perspectives au pays après la guerre, en encourageant le bon usage des vastes ressources minières et en eau. Cela ne peut se faire qu'à travers des institutions solides et performantes.

Laurent Essolomwa

KINSHASA

MoneyGram victime d'un vol à mains armées

Le braquage s'est déroulé vers neuf heures pendant que la fourgonnette ramenait, à l'agence, l'argent destiné aux clients.

Les habitants de l'avenue Kanda kanda dans les commune de Kasavubu et Kalamu ainsi que ceux des avenues voisines ont assisté, le 31 janvier, dans la matinée à une scène de tir à l'image du tournage d'un film western dont le scénario serait déjà préparé à l'avance afin de produire un film parfait. Les assaillants, habillés en tenue militaire, se sont servis des armes lourdes pour disperser la population et arrêter la circulation des véhicules au croisement des avenues Victoire et Kanda kanda. L'avenue Victoire est restée silencieuse et la population pouvait suivre très attentive le scénario du braquage. Pendant une dizaine de minutes, tout était immobilisé à cet endroit.

En effet, les braqueurs avaient bel et bien préparé ce coup. Ils se sont postés aux alentours de l'agence MoneyGram très tôt le matin, alors que l'agence était encore fermée. Parmi les clients qui attendaient l'ouverture de l'agence, l'un d'eux y était. Il s'agit d'une femme habillée en robe pagne, à l'inté-



Vue de l'agence MoneyGram sur l'avenue Kanda kanda

rieur de laquelle elle aurait placé une arme. Celle-ci n'a pas hésité de déclencher les tirs lorsque le signal a été donné. Mais avant cela, tout semblait être normal, sans que personne n'ait le moindre soupçon d'une opération quelconque qui pourrait se déclarer dans les minutes qui suivent. Tout commence lorsque la fourgonnette stationne devant l'agence et que les deux valises contenant

chacune environ 150.000 dollars américains sont en train d'être acheminées à l'intérieur par un policier. C'est alors qu'une pluie de tirs aux armes lourdes tombe dans ce coin, à l'extérieur de l'agence, immobilisant, terrifiant et dispersant la population. Selon un des témoins, un innocent a même été immobilisé et contraint de ne bouger pendant que l'opération se déroulait.

Voulant riposter, le policier a été touché sur sa jambe, y compris l'agent de sécurité qui a fait la garde, selon des témoignages recueillis sur place. Les assaillants ont eu le temps non seulement de prendre les deux valises, mais aussi de ramasser de l'argent tombé pendant l'opération et de les acheminer vers leur Jeep garé en face de l'agence MoneyGram de Kanda kanda, sans au-

cune intervention. Pendant ce temps, les tirs fusaient de partout pour empêcher qu'il y ait de la riposte. Les policiers placés dans le sous commissariat situé à 200 m du lieu de braquage n'ont même pas fait signe. Du moins, aucune intervention n'a été repérée par la population. Conséquence : l'agence est restée fermée vendredi, parce qu'incapable de servir ses clients par manque d'argent. Témoin de cette scène, la population ne sait à quel saint se vouer au regard de l'insécurité dont elle est, à chaque fois, exposée. Les autorités congolaises sont donc interpellées pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens qui, jusqu'à ce jour, pose problème et constitue donc un défi à relever. Elles doivent mettre en place un mécanisme susceptible de déclencher une intervention au cas où le besoin se ferait sentir. Les Kininois n'attendent que ça pour vivre et vaquer à leurs occupations en toute quiétude. Dans le cas d'espèce, les voleurs ont eu le temps de se préparer et d'étudier le terrain avant de passer à l'action. À bon entendeur, salut !

Gypsie Oïssa Tambwe

SAISIE DES POINTES D'IVOIRE AU TOGO

WWF encourage des enquêtes pour démanteler ce réseau criminel international

L'ONG exhorte les autorités togolaises à impliquer des agences spécialisées tel qu'Interpol.

Dans un communiqué publié le 30 janvier, l'ONG internationale WWF a félicité les autorités togolaises pour la saisie de deux tonnes d'ivoire et l'arrestation de trois trafiquants. Mais cette organisation les a encouragées à poursuivre des enquêtes, en y associant des agences spécialisées, afin de démanteler ce réseau. « Nous félicitons les autorités togolaises pour avoir pu intercepter cette cargaison d'ivoire, qui correspond à plus de deux cents éléphants tués par ce commerce honteux. Le gouvernement de Togo a envoyé un message fort aux criminels qu'il agira contre le crime de la faune sauvage et qu'il punira ceux qui tentent d'utiliser ce pays pour faciliter le commerce illégal de l'ivoire », a commenté le chef de la campagne de WWF contre le commerce illégal des espèces sauvages en Afrique centrale, Bas Huijbregts.

Cette ONG a, en effet, noté que la demande croissante pour l'ivoire dans les pays de destination, particulièrement en Asie, cause un véritable massacre des éléphants en Afrique. Pour WWF, l'Afrique centrale est particulièrement touchée, où, entre 2002 et 2012, presque deux tiers des éléphants de forêt ont été tués pour ce marché illégal international. « Il est important de souligner que le commerce illégal des espèces sauvages est l'une des activités criminelles transnationales les plus lucratives. Avec une valeur estimée de sept à huit milliards de dollars par an, le trafic des espèces



Des pointes d'ivoire saisies

de faune illicite vient à la cinquième position après le blanchiment d'argent, et le commerce de drogues, des armements, du pétronole et le trafic des êtres humains », a relevé cette association.

WWF a également noté que l'année dernière le nombre d'éléphants tués pour leurs défenses est estimé à trente mille. Cela signifie, selon l'ONG, qu'un éléphant était tué chaque quinze minute. L'ONG internationale a, enfin, noté qu'en Afrique centrale en particulier, la crise est si grave que les scientifiques commencent à supposer la disparition de cette sous-espèce dans

les prochaines dix ou quinze années si le braconnage et la demande pour l'ivoire ne s'arrêtent pas. « Nous exhortons au pays de transit comme le Togo à agir contre les internationales organisations criminelles et s'assurent que ses frontières et ports ne sont pas utilisés comme des portes ouvertes qui sont responsables des morts de milliers des éléphants chaque année. Nous exhortons aux gouvernements de prendre des peines de prisons plus longues contre les criminels d'espèces sauvages qui reflètent la sévérité du crime », a conclu Huijbregts.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Des professionnels à l'école de la santé de la reproduction

Des médecins et des infirmiers de la zone de santé de Matadi, dans la province du Bas-Congo, sont éduqués en santé de la reproduction dans l'objectif de mieux les outiller pour qu'ils soient en mesure d'assurer une prise en charge correcte de la femme enceinte.

La formation, qui est assurée par le médecin chef de zone de santé de Matadi, le Dr Goethe Makindu, et supervisée par le coordinateur provincial du Programme national de la santé de la reproduction, le Dr Aimé Dinza, porte notamment sur les causes, les facteurs, les pistes de solution pour réduire les cas de décès maternels dans les formations médicales dans la ville de Matadi.

Les participants à cet atelier suivent plusieurs modules cadrant avec le thème central. Il s'agit notamment des causes de l'hémorragie post factum, la rupture utérine, l'éclampsie, l'orientation tardive aux centres de référence, la mauvaise prise en charge des femmes au travail à leur arrivée à l'hôpital. le manque de collaboration entre prestataires dans les structures des soins, le non-suivi des consultations prénatales et l'inaccessibilité dans plusieurs centres médicaux sont autant des sujets débattus par les participants.

Les médecins et des infirmiers de la zone de santé de Matadi sont déterminés à collaborer pour mettre fin à la mortalité maternelle dans les formations médicales. Cette formation est donc un coup de pouce donné aux prestataires de santé pour repenser la situation de la santé de la reproduction. C'est dans cette optique qu'ils comptent mettre en place, à l'issue de cette formation, un comité de suivi de mortalité maternelle et un système de prise en charge immédiate des patientes dès leur admission à l'hôpital.

Aline Nzuzi

LOI D'AMNISTIE

Acaj appelle l'Assemblée nationale au respect de la Constitution

L'ONG a exhorté le président de la chambre basse du Parlement à intervenir afin d'arbitrer le conflit né au sein de la commission politique, juridique et administratif de cette institution sur cette question.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a réitéré, le 31 janvier, au cours d'une conférence de presse organisée à son siège, à Gombe, son appel pour l'amnistie de tous les prisonniers politiques et d'opinion. Pour cette ONG, la loi d'amnistie à voter par le Parlement doit constituer une opportunité pour rebâtir la cohésion nationale et la paix sociale. « *L'amnistie de tous les*

détenus et condamnés politiques ou d'opinion devra permettre de rebâtir la cohésion nationale et la paix sociale; de sceller la réconciliation nationale; de rétablir la démocratie et l'unité nationale perdue ou gravement entamées. Elle devra traduire symboliquement la façon de réaffirmer que la Nation a tout oublié, qu'elle est unique et indivisible dans la République et que cette dernière ne peut se bâtir sans la participation de chacun de ses citoyens emprisonnés », a noté cette ONG.

Respect de la Constitution

Dans ce plaidoyer, l'Acaj a exhorté les députés nationaux appelés à étudier le projet de loi déposé par le gouvernement, pour une seconde lecture, après

défaillance liée à l'absence d'une disposition claire et spécifique pouvant permettre aux opposants dont les noms ont été répertoriés par les concertations natio-

ment l'Accord d'Addis-Abeba.

Une amnistie non sélective

Le combat de cette ONG est, en effet, d'amener le pays à mettre en place les bases solides de la réconciliation et la cohésion nationale ainsi que de la démocratie, en accordant une amnistie selon les « règles de l'art », en respectant les lois et autres textes existant en la matière.

C'est donc dans cette optique que l'Acaj a relevé des dispositions équivoques, contradictoires et discriminatoires, qui ne cadrent pas avec la volonté des délégués aux Concertations nationales contenues dans le projet de loi soumis à l'examen des députés et des sénateurs. L'ONG a déjà noté des améliorations apportées par le Sénat à ce texte, tout en appelant les députés nationaux à en tenir compte.

Par ailleurs, l'ONG a fait sienne la liste provisoire établie par les délégués aux concertations nationales qui reprend les noms d'Eugène Diomi, Kutino Fernando, Firmin Yangambi, Éric Kikunda, Patrick Palata, Nzangi Muhindo. L'ONG y a ajouté certaines préoccupations dont celle de l'attaché de presse de Diomi Ndongala, le journaliste Verdict Mituntua.

Lucien Dianzenza

« L'amnistie de tous les détenus et condamnés politiques ou d'opinion devra permettre de rebâtir la cohésion nationale et la paix sociale; de sceller la réconciliation nationale; de rétablir la démocratie et l'unité nationale perdue ou gravement entamées. Elle devra traduire symboliquement la façon de réaffirmer que la Nation a tout oublié, qu'elle est unique et indivisible dans la République et que cette dernière ne peut se bâtir sans la participation de chacun de ses citoyens emprisonnés »,

les sénateurs, à prendre comme base de leur travail le texte venu du Sénat et non la version déposée par le gouvernement auprès de cette institution. Cela ne serait, selon l'ONG, que le respect de l'article 132 de la Constitution et des résolutions des concertations nationales.

De l'avis de l'Acaj, les députés ne devraient chercher qu'à améliorer le texte proposé par les sénateurs, en appuyer les avantages tout en supprimant les faiblesses. Il s'agit notamment, selon cette ONG, d'élaguer la

nales de bénéficier de cette loi, avec comme conséquence que les objectifs de cette loi ne peuvent pas être atteints. « *Le texte du Sénat est bon mais il manque un aspect capital nécessaire pour décrire la situation politique, le renforcement de la cohésion nationale et la consolidation de la démocratie* », a souligné le président de cette ONG, M^e Georges Kapiamba. L'Acaj a expressément sollicité du président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, de faire revenir les députés au respect de la procédure tracée par la Constitution et de faire respecter au pays ses engagements pris sur le plan régional et international, notam-



Le président de l'Acaj, M^e Georges Kapiamba, et le chef de département d'assistances juridiques, M^e Didier Kalamba

TÉLÉPHONIE MOBILE

La RDC et le Nigéria échappent à la restructuration d'Airtel en Afrique

Quinze pays africains seront regroupés sur la base de la puissance de marché dans le cadre d'une réforme visant les opérations africaines peu rentables du géant indien.

Bharti Airtel a révélé les six pays constituant le premier groupe. Il s'agit du Gabon, du Burkina Faso, de la Zambie, de l'Ouganda, de la Sierra Léone et du Malawi. Dans ces pays, Airtel arrive en tête des opérateurs du secteur des télécommunications, ou en deuxième position. Dans le second groupe, il y a les autres marchés. Selon les précisions de l'Agence Écofin, la RDC et le Nigéria n'y figurent pas et ne sont pas concernés par la restructuration en cours. Concrètement, chaque groupe de pays devra avoir à sa tête un directeur général des opérations. Pour les deux pays exemptés, en l'occurrence la RDC et le Nigéria, ils continueront à être gérés par leurs directeurs généraux respectifs. Dans le cadre de cette restructuration, il existe désormais un nouveau directeur général des opérations africaines de Bharti Airtel, Christian de Faria, dont la mission est de gérer tout le monde, sans distinction de la zone géographique.

En effet, l'une des innovations est aussi la fin des branches anglophones et francophones de l'opérateur indien. D'ailleurs, l'ancien PDG de la branche francophone, Tiemoko Coulibaly, a été nommé comme conseiller du directeur général d'Airtel Afrique. Pour la partie anglophone, son PDG a quant à lui démissionné à la fin de l'année 2013. Toutefois, il faudrait insister sur le fait que le but poursuivi par Bharti Airtel à travers cette restructuration est d'arriver à mieux profiter de la puissance des synergies stratégiques entre pays pour renforcer son pouvoir financier sur l'ensemble du continent africain.

Laurent Essolomwa

PROVINCE DU KATANGA

La fraude fiscale et douanière évaluée à 3,7 milliards de dollars

Un rapport non publié consulté par "Reuters" dénonce des malversations douanières et fiscales mettant en cause des compagnies minières opérant dans la région du Katanga ainsi que les agences douanières locales.

Un rapport encore secret et non divulgué officiellement a été mis sur la place publique par l'agence Reuters qui a eu accès à son contenu. Ce rapport daté de novembre 2013 concerne les premières conclusions auxquelles ont abouti les investigations menées au Katanga par une équipe d'enquêteurs sur instruction du procureur général de la république (PGR), Flory Kabange Numbi, afin de vérifier les allégations de fraudes douanières et fiscales qui

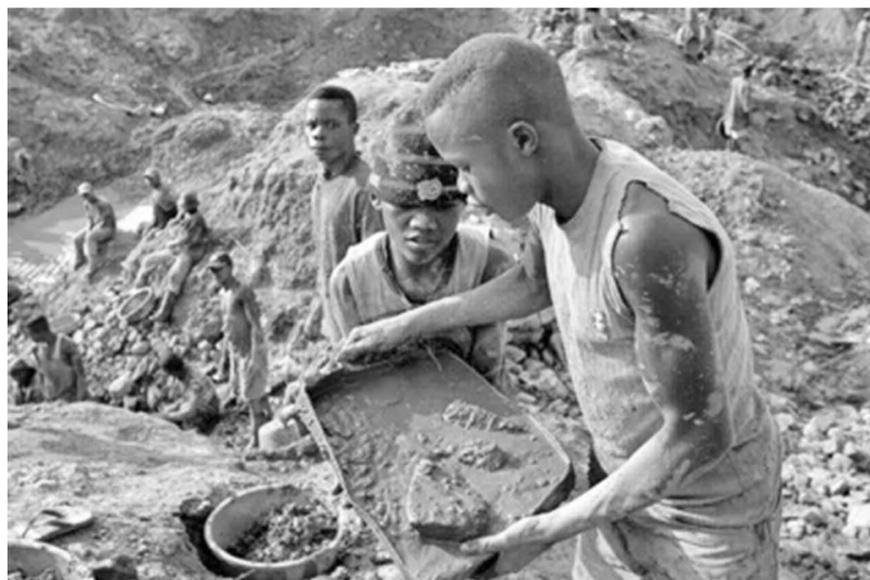
infectent le monde des affaires dans cette partie du pays. Agissant au nom du gouvernement, le PGR se garderait toutefois, à en croire Reuters, de tirer hâtivement les conclusions à son niveau eu égard à la présomption d'innocence dont jouissent encore les présumés fraudeurs.

En attendant que le rapport de l'enquête atterrisse sur la table du gouvernement, les compagnies minières et douanières incriminées se trouvent dans des sales draps. Il est en effet fait état de 3,7 milliards de dollars détournés avec la complicité des autorités douanières du Katanga entre 2008 et 2013 sur fond de malversations et de mauvaise pratique fiscale.

D'après le document, il s'agit là des ressources devant normalement renflouer les caisses du Trésor mais qui ont emprunté d'autres destinations. Les compagnies douanières et minières incriminées ont imaginé de nombreuses astuces pour contourner leurs obligations fiscales notamment par la sous-déclaration de leurs revenus d'exportations et d'importations. Ce qui entre dans la caisse de l'État est sans commune mesure avec ce qu'elles engrangent en termes d'économies, fait-on savoir. D'autres ont carrément décidé de ne pas payer les taxes légales, cherchant des accommodements avec les autorités douanières au grand dam de l'État.

D'après la même source, vingt-cinq cas d'infractions douanières potentielles ont été examinés par la commission d'enquête dirigée par l'avocat général, Simon Nyandu Shabandu, qui a aussi ciblé onze sociétés redevables avec un total de 741 millions de dollars en amendes et taxes impayées. Dans le lot, le rapport cite Mutanda Mining, une société opérant dans l'extraction du cuivre contrôlée à 69% par le géant suisse des matières premières Glencore Xstrata. Les sociétés mises en cause dans ce rapport continuent de plaider non coupable tout en contestant la véracité du contenu de ce rapport à l'image de Mutanda Mining qui soutient être en règle avec le fisc. En plus, les sociétés incriminées confirment n'avoir pas été contactées par les enquêteurs qui auraient intentionnellement majoré les montants dus pour les noyer. Dossier à suivre.

Alain Diasso



Des creuseurs artisanaux dans une carrière de mine au Katanga

FOOTBALL-TRANSFERTS

Dieumerci Ndongala à Charleroi, Archi Fataka au Progrès Niedercorn

Dieumerci Ndongala retrouve le gardien de but Parfait Mandanda à Charleroi en D1 Belge, et Archi Fataki quitte l'Europe de l'Est pour relancer sa carrière au Grand Duché de Luxembourg.

Parmi les footballeurs de souche congolaise évoluant en Europe qui ont été en mouvement au cours du mercato d'hiver qui vient de s'achever, il y a le milieu offensif Dieumerci Ndongala et l'attaquant Archi Fataki. selon Leopardsfoot.com, le premier vient de s'engager pour deux saisons avec le Sporting club Charleroi en Belgique. Il y retrouve le gardien de but international congolais Parfait Mandanda.

Formé au Standard de Liège en Belgique, Dieumerci Ndongala évoluait à la Louvière en Belgique après un passage à Eshc au Grand Duché de Luxembourg. Il va donc se relancer à Charleroi et tâcher de faire tache d'huile à la Jupiler Pro League (D1



Dieumerci Ndongala

Belge). Dieumerci Ndongala a fait partie des sélections d'âge de la RDC de l'Europe, sous la conduite de l'entraîneur Éric Tshibusu.

Outre Dieumerci Ndongala, l'attaquant Archi Fataki a lui aussi bougé, quittant l'Europe de l'Est pour le Luxembourg. Il a signé au FC Progrès Niedercorn, actuel quatrième au championnat luxembourgeois. Formé à Toulouse en France, Archi Fataki est allé s'aguerrir en Bulgarie et en Albanie. Déçu par des promesses financières non tenues, il a finalement tout laissé tomber, résilier son dernier contrat afin de rebondir au Luxembourg où son nouveau club nourrit les ambitions d'obtenir une place qualificative pour la Coupe d'Europe. Comme Dieumerci Ndongala, Archi Fataki fait aussi partie des jeunes de souche congolaise qu'on appelle des binationaux et qui ont joué dans les sélections d'âge de la RDC.

M.E.



Archi Fataki

FOOTBALL-TRANSFERT

Makusu Mundele de Bel'Or en prêt au Standard de Liège

Auteur d'un doublé libérateur pour la RDC face au Burundi, Jean-Marc Makusu Mundele a tiré profit de sa participation au Championnat d'Afrique des Nations en Afrique du Sud avec les Léopards locaux. Il a tapé dans l'œil des recruteurs du Standard de Liège qui l'a acquis en prêt.

Le mercato d'hiver s'est achevé le 31 janvier 2014 à minuit. Et du côté de la RDC, un joueur va vivre une nouvelle expérience, en quittant le championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfkin) pour la Jupiler Pro League (D1 belge). Révélation de la RDC à la troisième édition du Championnat d'Afrique des Nations (Chan) en Afrique du Sud, le jeune attaquant Jean-Marc Makusu Mundele (21 ans) de l'AC Bel'Or de Kinshasa vient d'être prêté jusqu'à la fin de la saison avec option d'achat au Standard de Liège en Belgique. Le montant de ce prêt n'a pas été révélé.

Makusu Mundele a été le sauveur de la RDC contre le Burundi en dernière journée de la phase des poules du Chan, auteur d'un doublé victorieux, en dépit du penalty. La RDC a remporté le match par deux buts à un et de facto composté son billet pour les quarts de finale de cette compétition. Et le double buteur congolais du match a même été désigné homme du match. Mais l'intégration de Jean-Marc Makusu au sein des Léopards a été un peu particulière. Le sélectionneur Santos Muitubile a fait appel à ce joueur, meilleur buteur du championnat de l'Epfkin avec vingt-quatre buts au terme de la saison 2012-2013 pour conforter son banc des ré-



Jean-Marc Makusu Mundele

servistes. Muitubile a juste compté sur le talent du joueur qui n'avait pas encore l'expérience du championnat national de football, son club (Bel'Or du président Lolo Mosango, club formateur de Dieumerci Mbokani) ne joue que le championnat local de Kinshasa. Chez les Rouches liégeois, Jean-Marc Makusu ne va débiter directement dans l'équipe première. « Il ne vient pas pour l'équipe première, il jouera d'abord en U21. On veut le voir à l'œuvre pour juger si c'est une réelle plus value », a indiqué Guy Luzon l'entraîneur de 38 ans du Standard de Liège dans la presse belge. Spécialiste du football africain, le journaliste sportif français Patrick Juillard de foota-

frica365.fr fait de lui ce commentaire : « C'est un attaquant très complet, bon à la fois balle au pied, dans le jeu en pivot et face au but. Il me rappelle un peu Adebajor au même âge, avec un physique longiligne, voire un peu frêle, mais des accélérations puissantes. Contrairement à Mbokani, Makusu Mundele arrive en Belgique sans passer par la case du championnat national congolais, où évoluent les grands clubs comme Vita ou le TP Mazembe... Il faudra donc qu'il s'adapte à un championnat où les défenses et les gardiens de but sont plus coriaces qu'en EPFKIN (Ndlr : la ligue de football de haut niveau de la ville de Kinshasa) ».

Martin Enyimo

FESTIMAJ

Les inscriptions à la 11^e édition ouvertes jusqu'à mi-avril

La compétition internationale, qui bâtit sa noble réputation autour des réalisations d'enfants et de jeunes de 4 à 30 ans, encourage les réalisateurs amateurs du monde à inscrire leurs films pour une programmation au festival prévu du 28 mai au 28 juin.

Consulter le site du festival international de films d'écoles est l'exercice recommandé aux jeunes réalisateurs et même aux coorganisateur de Festimaj. Il suffira alors de s'inscrire personnellement en ligne sur www.festimaj.fr en remplissant les formulaires d'inscription. Ce, jusqu'au 15 avril.

Tenu à raison comme le plus grand cinéma du monde, le Festimaj se déroule sur les cinq continents, il est d'un intérêt particulier pour la jeunesse. Ce n'est pas rien que de mettre en compétition internationale plusieurs films réalisés dans un cadre scolaire, associatif ou par des réalisateurs indépendants. L'an dernier, par exemple, les réalisations sélection-

Le logo de la 11^e édition de Festimaj

nées ont été largement diffusées dans vingt-deux pays. Un total de soixante villes ont été mises à contribution avec plus de cent lieux de diffusion sur l'ensemble des cinq continents. Pour une plus large ouverture au monde vu que l'événement s'affiche bien au niveau planétaire, Festimaj a décidé de s'accorder une plus large audience dans le monde anglophone. En effet, depuis le début, en 2004, l'option avait été prise de passer les films en français ou de les diffuser avec un sous-titrage dans la langue de Molière. Mais il est clair qu'avec les nombreuses demandes reçues de

pays non francophones, le Festimaj s'est résolu d'insérer une sélection spéciale de films sous-titrés en langue anglaise. L'édition 2014, à l'instar de la dernière ne fera pas exception à ce nouveau choix. Aux organisateurs de signifier dès lors aux réalisateurs de films : « Nous vous offrons ainsi l'opportunité de participer en plus de la compétition francophone, comme les années précédentes, à la "Sélection spéciale anglophone À À" en sous-titrant vos films en anglais ». Et les organisateurs de poursuivre que « le sous-titrage peut se faire avec un professeur d'anglais et ses élèves ». Ceci,

estime aussi le Festimaj, devrait être tout à l'avantage des coorganisateur de pays non francophones ou même les francophones, si ces derniers le souhaitent. La pensée du festival reste qu'ils pourront de cette façon « désormais avoir des films plus adaptés à leur public ».

Depuis les trois dernières années au moins, la RDC participe au Festimaj. Et cette participation s'est vue récompensée à la 10^e édition organisée du 21 mai au 21 juin 2013. Parmi les soixante-huit films en compétition, Bosawa du réalisateur kinoï Gaëtan Isulu s'est révélé le « Coup de cœur du

jury ». Le documentaire de 10'10 n'était pas la seule réalisation locale à avoir retenu l'attention du jury. À côté de cette production du Festival Balabala Ciné, un des fruits de l'atelier Kin Tout Court organisé à la Halle de la Gombe, De Vénissieux à Kinshasa avait lui, reçu la « Mention spéciale du jury ». Coréalisation du Collège La Xavière Vénissieux de France et de l'Espace Masolo de RDC, le clip de 6' qui mettait en scène les jeunes de la Fanfare Masolo avait plu pour son propos sur la défense des droits des enfants de rues.

Nioni Masela

CLUB 2002 PUR

La dissolution interviendra sous peu

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe, le 30 janvier à Pointe-Noire, dans la salle où étaient réunis les cadres, militants et sympathisants du Club 2002 PUR (Parti pour l'unité et la république), dont Wilfrid César Ngusso assurait la présidence depuis sa création en 2002.

« C'est un instant difficile pour moi, un moment rempli d'émotion parce que j'ai une information très importante à vous livrer : c'est que j'ai reçu un appel de Dieu, un appel au ministère pastoral et donc j'ai décidé de répondre à cet appel en tant que serviteur et disciple de Jésus Christ. Dans les mois qui viennent, je vais me consacrer totalement à ce ministère », a informé Wilfrid César Ngusso, avant de poursuivre : « Je vous informe, en ce qui me concerne en tant que visionnaire, formateur et président du Club 2002, qu'aujourd'hui, c'est la cessation de toutes les activités du parti. Naturellement, il y aura un congrès extraordinaire, qui se tiendra dans les jours prochains, consacré à la dissolution du parti. C'est la principale information que je tenais à vous donner. »

Cette nouvelle, qui a été une surprise pour tous, est tombée le jour même de la célébration des douze ans d'existence du parti. Elle a créé beaucoup de remous dans la salle et la rencontre, qui s'annonçait au départ comme un moment de réjouissance, s'est chargée en un instant à la fois d'interrogations, de satisfaction pour les uns, de désolation pour les autres.

« Je pense que le parti a joué son rôle tel que Dieu le voulait »

Bien avant d'annoncer la nouvelle, le président du parti avait exhorté l'auditoire à chercher et à connaître Dieu avant de faire la genèse du Club 2002

PUR, qui fut au départ une association avant de muer en parti politique. Une organisation dont la création lui a été inspirée par Dieu en vue de soutenir le président de la République et de l'accompagner à instaurer la paix dans le pays, à asseoir la démocratie et l'unité nationale après la guerre de 1997. « Le club 2002 est devenu un mouvement important dans le pays et dans la majorité présidentielle. Un parti qui essaye de créer une dynamique pour faire avancer les choses. Douze ans après, on se déplace dans le pays en toute quiétude. Je pense que c'est cela le plus important, c'est cela notre grande victoire. Nous nous sommes battus pour cela, et nous devons nous en féliciter ». Ces phrases ont été très applaudies par l'auditoire qui, au départ, ne se doutait de rien. « Je pense que le parti a joué son rôle tel que Dieu le voulait. Le même Dieu qui hier m'a demandé de le créer, le même Dieu m'appelle à cesser toutes activités politiques et à être à son service », a ajouté Wilfrid Ngusso qui a dit comprendre ce que l'auditoire pouvait ressentir en apprenant la nouvelle.

Les cadres et militants s'interrogent...

Pourquoi dissoudre le parti au lieu de confier la présidence à une autre personne ? Pourquoi ne pas s'être pas d'abord concerté avec les cadres du parti avant de prendre cette décision ? Pourquoi avoir choisi Pointe-Noire pour l'annoncer ? Autant de questions que se

son posées bon nombre de personnes, qui avaient suivi auparavant Gilles Penapitra, président départemental (Pointe-Noire) du Club 2002 PUR, faisant un plaidoyer pour l'insertion socioprofessionnelle des militants, assurant leur mobilisation et détermination à servir le parti et invitant le président national à donner les orientations en vue d'assurer la victoire du parti aux prochaines échéances électorales.

La nouvelle a été bien accueillie par certains, comme Léon Juste Ibombo, candidat malheureux du Club 2002 PUR à Mvou-Mvou 2, qui a confié : « Personnellement, ce n'est pas une surprise. En dépit de l'appel du Seigneur qu'a reçu le président national, il était logique que le moment venu, le Club 2002, au même titre que les autres formations politiques de la majorité présidentielle, soit dissous pour rejoindre la grande formation politique qui devrait certainement être mise en place pour soutenir le président de la République. »

« Il a fait le choix de servir Dieu. On ne peut pas lui en vouloir, car chacun a ses convictions », a estimé un militant. D'autres, par contre, ont eu du mal à accepter cette décision. « Il pouvait démissionner et laisser le parti en vie, confier l'intérim à un autre en attendant qu'un nouveau président soit élu. Nous attendions encore beaucoup de notre formation politique », s'est indigné un militant qui a requis l'anonymat.

Lucie Prisca Condhet

RELIGION

Les Églises du Kouilou et l'ONG Missionnaire Ami célèbrent leur partenariat

La cérémonie a eu lieu mercredi 29 janvier dans la paroisse de l'église orthodoxe Saint-Dimitrios en présence du père Oumba Maxime et de Marie-Yolande Oniati, respectivement président du Conseil œcuménique des Églises du Kouilou et présidente de l'ONG Missionnaire Ami.

S'exprimant pour la circonstance, Marie-Yolande Oniati a indiqué : « En application des accords prévus dans le partenariat entre l'ONG Missionnaire Ami et le Conseil œcu-

mentaire, la réalisation de projets de production et autres. »

Saluant le partenariat entre les deux structures, le père Maxime Oumba a, pour sa part, déclaré : « L'année 2013 a constitué un moment important pour l'orientation de différents aspects entre les deux structures. Quand une ONG crée une collaboration avec l'ensemble des Églises, cela constitue un acte de charité, un acte d'amour qui profitera non seulement aux membres de l'ONG Missionnaire Ami, mais aussi aux membres des diffé-



Les membres du Conseil œcuménique des Églises du Kouilou et de l'ONG Missionnaire Ami (© Adiac).

ménique des Églises du Kouilou, plusieurs projets à réaliser sont prévus au cours de l'année 2014 comme la formation des animateurs des projets, la réalisation de projets d'assainissement et de plusieurs autres actions sociales et humanitaires, la mise en place de postes d'écoute des personnes âgées, les aides aux personnes vulnérables.

rentes Églises qui composent le Conseil œcuménique du Kouilou. » La cérémonie a été marquée par des moments de prière pour la bonne marche de ce partenariat. Elle a aussi permis aux deux structures de faire le bilan de leurs activités de l'an dernier. Le partenariat entre les deux entités a été signé le 29 janvier 2013.

Séverin Ibara



la force d'entreprendre
www.biac.cd

Un bon investissement,
c'est aussi
une bonne banque.



SOLUTIONS FOR AFRICA - SOCIÉTÉ DE FORAGE DE PUIXS D'EAU

- MATÉRIEL DE FORAGE : disponible en stock
- POMPE IMMERGÉE.
- POMPE SOLAIRE.
- POMPE MANUELLE.
- RESERVOIR D'EAU EN GRANDES CAPACITÉS.

- TUYAU PVC HAUTE PRESSION
- PRODUITS CHIMIQUES.
- PRODUITS A BOUE
- EQUIPEMENT COMPLET DE PURIFICATION D'EAU
- RESERVOIR DE GRANDES CAPACITÉS
- ETC....



E-mail : dhiren@solution4africa.com
rdhirenr@gmail.com
Web site : WWW.solution4africa.com
contact : +243 810 785 676

ADRESSE :
88, AV. Colonel Ebeya, C/Gombe
Kinshasa/R.D.Congo

HUMEUR

Pourquoi les femmes sont-elles rares au volant des transports en commun ?

Pourtant, bon nombre d'entre elles sont au volant de leur voiture personnelle, ce qui revient à dire que la femme a autant d'atouts que l'homme pour exercer ce métier. Mais ironie du sort, les femmes sont presque absentes de la conduite des transports en commun. Quelques rares cas de celles qui ont voulu aborder ce métier dans certains pays sont la curiosité de tous.

Du coup, la première femme qui tenterait de se lancer dans ce métier au Congo pourrait être prise comme modèle, comme exemple. La question du genre ne devrait pas seulement intéresser certains domaines d'activité, notamment la politique et surtout la musique où l'on compte beaucoup de femmes, mais aussi la conduite des taxis-bus et voitures-taxis, un métier comme les autres pouvant participer à l'insertion socioprofessionnelle de la femme. Et au Congo, même au temps où les mairies avaient dans certaines villes leurs propres compagnies de transport, les femmes n'ont jamais été recrutées comme conductrices.

Ainsi de multiples interrogations nous viennent-elles à l'esprit pour chercher à comprendre la vraie raison qui empêche la femme de pratiquer ce métier au Congo. Est-ce parce que ce domaine demande une certaine force physique, ou est-ce la femme elle-même qui ne trouve pas d'intérêt à intégrer ce métier ? Si on accepte l'hypothèse selon laquelle ce métier demande une grande force physique, alors les femmes ne seraient pas non plus au volant de leurs véhicules personnels. Est-ce que le problème est du côté d'une certaine pesanteur socioculturelle qui, dans le passé, faisait que certains domaines relevaient exclusivement du genre masculin ? Est-ce que c'est du côté des services chargés de la délivrance des permis de conduire qu'il faut chercher ce refus des femmes au volant des transports en commun ?

La lutte acharnée contre la pauvreté demande que le maximum de pistes d'insertion socioprofessionnelles et socioéconomiques soient explorées. Et la femme au volant des transports en commun en est une. La cause serait-elle du côté des époux qui ne veulent pas voir leurs épouses conductrices de transports en commun ? Et lorsqu'on interroge des femmes, bon nombre disent qu'elles ont aussi des atouts pour exercer ce métier. Alors pourquoi ne le feraient-elles pas ? « La femme est une mère, et nous savons que les mamans ont un cœur doux. Si la conduite des transports en commun était pratiquée par elles, on ne vivrait peut-être pas ce phénomène des demi-terrains, où les itinéraires sont morcelés par des contrôleurs et chauffeurs de bus pour gagner plus d'argent au détriment de leurs clients », s'est confié un client d'un bus, désabusé par la pratique des demi-terrains.

Il va sans dire que dans ce métier, les femmes pourraient y trouver leur compte. Et si l'on pose la question aux chauffeurs hommes de la présence des femmes dans ce métier, bon nombre disent que personne ne sait ce qui va se passer dans le futur, mais que cette activité se féminise timidement dans le monde. Le Congo n'échappera sans doute pas à cette future donne socioprofessionnelle : petit à petit toutes les barrières qui empêchent la femme d'être au volant des transports en commun risquent de tomber, car la femme a besoin de s'épanouir dans tous les domaines d'activité.

L'une des raisons qui font que la femme ne trouve pas de plaisir à exercer ce métier pourrait être la non-organisation du secteur. Car si ce secteur était bien structuré par l'État et présentait des atouts socioéconomiques favorables, certaines femmes auraient depuis fort longtemps frappé à la porte de ces compagnies pour être recrutées.

Cela étant, il est clair que ce métier une fois organisé pourra participer à l'intégration socioprofessionnelle des femmes et du coup suscitera leur appétit pour l'exercer sans préjugés aucuns.

Faustin Akono

HÔPITAL ADOLPHE-SICÉ

Le taux de guérison évalué à 78% en 2013

Réuni autour de leur directrice générale, le 30 janvier, le personnel de l'hôpital Adolphe-Sicé a fait le point de l'année écoulée. Sidonie Kinzonzi a dit sa joie suite à l'aboutissement du long plaidoyer sur la reconstruction de l'hôpital.

Elle a présenté les indicateurs qui témoignent des progrès réalisés par sa structure. Pour 2013, on note 76 528 passages en consultation contre 70 132 en 2012, soit une amélioration de 6 396. De même 41 659 hospitalisations ont été enregistrées contre 37 373 en 2012, soit un écart de 4 286 avec un taux d'occupation des lits de 64%. En termes de performances, un taux de guérison de 78% a été constaté en 2013. Il est identique à celui de 2012, avec une amélioration des indicateurs de mortalité maternelle et néonatale (25%) et la gratuité de la prise en charge biologique des PVVIH. Autre effort fourni par la structure, l'organisation de séminaires d'information à l'intention des populations sur les modes de survenue, les complications et la prévention des pathologies graves tels que le cancer, le diabète, l'hypertension et les AVC. Dans le cadre du renforcement des capacités du personnel médical, paramédical et administratif, l'établissement a exécuté un programme de formation continue dans l'objectif d'améliorer la qualité des soins et la prise en charge gratuite des malades. « Nous sommes en bonne voie, mais nous devons encore et encore redoubler d'efforts pour l'entière satisfaction des populations. Nous de-



La directrice générale saluant le personnel de l'hôpital (© Adiac).

vons en effet nous surpasser pour réduire davantage les écarts de conception, les écarts de délivrance et les écarts de satisfaction encore observés», a souhaité Sidonie Kinzonzi, qui a salué l'accompagnement du gouvernement dans le relèvement du point d'indice du personnel de la santé.

2014, année de la conscience renforcée

« Nous espérons que 2014, qui a commencé par la tenue de la commission administrative paritaire (Capa), sera l'année de la conscience renforcée dans l'accomplissement des tâches quotidiennes. Continuons les bonnes pratiques acquises, car c'est à ce prix que nous réaliserons nos projets d'avenir », a dit la directrice générale avant d'appeler le personnel au sens des responsabilités. « J'appelle tous ceux qui, par leurs comportements, mettent en danger les populations, à changer définitivement de cap. Mutualisons

d'avantage nos efforts pour atteindre nos objectifs prédéfinis. »

Sur la reconstruction de cet hôpital, vieux de 84 ans, elle a indiqué : « Notre hôpital va se doter des structures de pointe nécessitant de facto des ressources humaines qualifiées. Ceci pour renforcer les enseignements sur la qualité et la sécurité des soins, la gouvernance hospitalière. »

De leur côté, les médecins de l'hôpital et tout le personnel, par la voix du président de la commission médico-technique, le docteur Gildas Ngouloubi, ont pris l'engagement d'observer les notions d'éthique et la déontologie, car, a-t-il dit, « on ne triche pas avec la médecine ». Il a enfin invité ses collègues médecins et tous les autres personnels au sens des responsabilités. « Notre métier demande un sens élevé d'humanisme et de patriotisme. Souvenons-nous toujours de notre serment d'Hippocrate », a-t-il conclu.

Charlem Léa Legnoki

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

Les autorités changent de stratégies pour traquer les inciviques

L'alerte contre « le fléau » est venue du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales, Gaspard Massoukou. Il a appelé à l'application de la mesure du gouvernement.

Selon Gaspard Massoukou, qui s'exprimait le 31 janvier face à la presse, dans le cadre du suivi des mesures gouvernementales sur la lutte contre la vie chère et le contrôle des prix des marchandises, plusieurs mesures seront renforcées conformément aux orientations du ministère du Commerce. Celles-ci concernent notamment la lutte contre la vie chère, la formation du personnel et des opérateurs économiques, la lutte contre la recrudescence des sacs en plastique...

« Le ministère est conscient que les frontières du pays constituent l'une des sources d'approvisionnement clandestines des sacs ou sachets en plastique et d'autres produits interdits à l'importation. À Pointe-Noire par exemple, plusieurs campagnes de sensibilisation ainsi que d'autres mesures ont depuis longtemps commencé, avec un renforcement des contrôles aux frontières et dans les marchés de la ville, afin de décourager les opérateurs économiques véreux. Le ministère du Commerce constitue le levier du développement du Congo et les opérateurs économiques sont des partenaires du développement, aussi le rapport entre eux et les agents du

ministère du Commerce ne devrait souffrir d'aucune difficulté », a-t-il déclaré.

Ainsi pour une meilleure application des dispositions gouvernementales sur la lutte contre la vie

chère, les séminaires ateliers de renforcement des capacités des agents et ceux des opérateurs économiques vont se poursuivre durant toute l'année. « C'est grâce à l'information et à la formation du personnel basées sur la vulgarisation des textes portant sur la profession comme la loi n°3-2007 du 24 janvier 2007 réglementant les importations, les exportations et les réexportations, et la loi 6/94 du 1er juillet 1994 portant réglementation des prix, des normes commerciales, des constatations et répressions des fraudes que les agents du commerce seront de plus en plus performants sur le terrain », a insisté l'orateur.

« À compter de ce jour, nos services et la force publique ont la mission de constituer des ceintures de surveillance autour des marchés et dans les villes pour veiller à la stricte application de cette loi. »

Commentant le discours de la mi-

nistre du Commerce, Gaspard Massoukou a pris acte de toutes les directives données, car, a-t-il précisé, ces mesures visent aussi à l'assainissement de l'environnement des villes du pays. Ainsi, cite-t-il le ministre en ces termes : « Force est de constater que depuis quelques mois des actes d'incivisme violent allègrement l'application de ce décret. À compter de ce jour, nos services et la force publique ont la mission de constituer des ceintures de surveillance autour des marchés et dans les villes pour veiller à la stricte application de cette loi. » Gaspard Massoukou a souhaité que les opérateurs économiques connaissent bien les mesures réglementant les activités commerciales dans le pays pour faire face aux agents de commerce, quand ces derniers leur présentent des lois et des textes gouvernementaux.

F.A.

CHAN 2014

La Libye bat le Ghana à l'issue d'une finale verrouillée

Samedi soir, à Cape Town, la Libye a battu le Ghana aux tirs au but, mettant fin à une finale ennuyeuse et décevante. Invaincus (1 victoire et cinq nuls), les Chevaliers de la Méditerranée remportent ainsi le premier titre continental de leur histoire, trente-deux ans après leur première et dernière finale, perdue face au Ghana, déjà, aux tirs au but, en mars 1982.

Dans un Cape Town Stadium aux deux-tiers vide (17 000 spectateurs pour une capacité de 55 000 places) et devant un parterre de prestigieux convives, dont Sepp Blatter et Issa Hayatou, les présidents de la Fifa et de la CAF, les Libyens ont essayé de créer le jeu, pendant un bon quart d'heure, se créant d'ailleurs quelques bribes d'occasions. Mais pour jouer, il faut être deux et le Ghana, par son attentisme et son refus du pressing, a refusé l'échange. Face au 3-5-2 prudent des Libyens, les Black Stars opposent un 4-4-2 timoré. Résultat, plus rien de notable jusqu'à la pause, en dehors d'une intervention d'Adams sur un bon centre d'Al Maghasi (12e) et d'une frappe contrée de Saka (30e). Après la pause, le match perd encore en intensité, les deux équipes commençant probablement à se ressentir la fatigue de leur demi-finale respective. Par moment, l'un des acteurs tire le téléspectateur de sa torpeur (tir d'Attobrah à la 60e, Elgadi à la 69e), sans pour autant lancer, enfin, le match.

Les prolongations se dérouleront sur un rythme similaire, en dehors d'une tête hors cadre d'Abushnaf sur un bon centre d'Elhouni (93e), puis d'une frappe écrasée de Latif au ras du poteau (106e). Quelques minutes plus tard, on pense alors que le supplice touche

En état de grâce depuis le début du CHAN, les deux gardiens vont faire des étincelles : Abdoula ex-celle en stoppant les tentatives d'Akuffu et d'Ainooson. Alors que les Libyens mènent 3 tirs au but à rien, c'est Adams qui revêt la cape de super-héros : il met en échec

passionnante séance de tirs au but que cette troisième édition du Championnat d'Afrique des nations s'achève. Avec un bilan pas toujours flatteur, à l'image de cette finale et de l'ADN défensif des deux équipes : le vainqueur final n'aura remporté qu'une ren-

but, le bilan offensif des participants est plutôt inquiétant. Un autre fait est préoccupant pour le football subsaharien : après la Ligue des champions, remportée par les Cairotes d'Al Ahly, le Chan tombe dans l'escarcelle de la Libye, dont le championnat est pourtant interrompu régulièrement depuis la chute de Kadhafi en 2011. Ce qui confirme le retard structurel et sportif des Fédérations subsahariennes. Mais ce Championnat d'Afrique des nations reste quoiqu'il en soit une belle initiative à pérenniser pour combler ce fossé. Mais entre deux éditions, c'est bel et bien aux Fédérations de se retrousser les manches pour permettre aux championnats et aux joueurs locaux de progresser.

Libye-Ghana : 0-0 (4-3 aux tirs au but)
Tirs au but manqués : Elgadi (arrêté) et Omar (arrêté) pour la Libye, Akuffu (arrêté), Ainooson (arrêté), Tijani (hors cadre) pour le Ghana

Tirs au but réussis : Al Badri, Muataz, Al Maghasi, El Trbi pour la Libye, Attobrah, Saka, Owusu pour le Ghana
Libye : Abdoula- Al Maghasi, El Trbi, Salama, Al Alwany- Elgadi, Al Badri, Almoatasemballah, Elhouni- Al Ghanodi (Omar, 64°), Abushnaf (Mutuaz, 108°)

Entraîneur : Javier Clemente (Espagne)
Ghana : Adams- Ainooson, Sulley, Saka, Tijani- Attobrah, Darko-Opoku (Owusu, 119°), Akuffu, Anobaah (Latif, 99°)- Bansey, S. Mohamed (Y. Mohamed, 62°)

Entraîneur : James Kwasi Appiah
Camille Delourme



Les Chevaliers de la Méditerranée peuvent jubiler: vainqueurs aux tirs au but du Ghana, ils remportent le premier titre continental de l'histoire de la Libye (droits réservés)

à sa fin, mais Adams s'interpose brillamment sur la tête à bout portant, pas assez appuyée, de Omar. Pour la troisième fois de la compétition, la Libye en arrivait aux tirs au but pour faire la décision, alors que les Black Stars en avaient également eu recours en demi-finale.

Elgadi et Omar. Revenus à 3-3, le Ghana baisse finalement pavillon lorsque Tijani manque le cadre. Après quelques instants de flottement, les Libyens peuvent enfin jubiler : ils sont champions d'Afrique.

C'est donc sur cette ultime mais

contre sur six, tandis que le finaliste a refusé le jeu pendant 15 jours. Mais où sont donc passé le génie et la folie des dribbleurs africains ? Où sont les héritiers des Okocha, Weah, Madjer, Mputu, Tostao, Pelé ? Mis à part le Nigeria, meilleure attaque avec 13

RÉFLEXION

Défense et sécurité : le rôle clé des communautés régionales

Quitte à se répéter au point de radoter, disons, une fois encore, que l'Afrique moderne ne se construira pas dans le cadre noble, empesé et quelque peu technocratique de l'Union africaine, mais dans le cadre plus terre-à-terre et donc infiniment plus proche de la réalité que sont aujourd'hui les communautés régionales en voie de constitution sur toute l'étendue du continent. Cela ne veut nullement dire que l'Union africaine devrait à nos yeux disparaître, ni même s'affaiblir, mais simplement que ses pays membres seraient sages de lui assigner clairement comme mission de favoriser le dialogue, la réflexion, l'échange entre des peuples dont la diversité, la culture, l'histoire, les traditions les intérêts présents et à venir sont très différents.

Les événements tragiques qui se déroulent aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale, dans la Corne de l'Afrique et, sans doute demain, en Afrique australe ou orientale démontrent de façon implacable que

seuls les États appartenant à une même zone géographique, à une même communauté humaine sont capables de se mobiliser efficacement pour prévenir ou gérer les crises qui menacent leur progression sur la voie du développement durable. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que l'Union africaine et de façon plus générale la communauté internationale doivent s'en désintéresser, mais que l'une comme l'autre ne doit en aucun cas tenter de se substituer aux communautés régionales dans la recherche de solutions pacifiques aux conflits ouverts ou latents dont leurs peuples sont victimes.

C'est en mobilisant les moyens matériels nécessaires pour agir efficacement sur le terrain – argent, armes, logistique et autres –, puis en les mettant à la disposition de ces communautés que l'Union africaine démontrera tout à la fois son utilité et son efficacité. Loin, en effet, du cliché imposé dans les esprits par les crises africaines du siècle précédent, il est

clair que la solution des crises présentes ne peut venir que de la capacité des États concernés à agir sur les plans politique, diplomatique et militaire. Que ceux qui en doutent considèrent l'impuissance dont témoigna la communauté internationale lors du génocide du Rwanda et, plus près de nous, le bilan dramatique de l'intervention en République démocratique du Congo de la Monusco, cette force d'intervention de l'ONU dont l'intervention s'avère à ce jour aussi pitoyable que ruineuse.

Dans la région du Sahel, comme en Centrafrique et de façon plus générale dans le Bassin du Congo, c'est l'entremise sur le plan politique de pays comme la République du Congo et sur le plan militaire le déploiement de forces régionales comme la Misca qui ramèneront la paix là où elle est menacée. Des puissances comme la France, croyant naïvement qu'elles avaient les moyens de séparer durablement les combattants, ont mis longtemps à comprendre cette réalité

du temps présent, mais ont fini par franchir le pas de la raison et se sont ralliés à cette stratégie. Il leur reste maintenant à convaincre leurs partenaires européens et américains ce qui, nous en sommes convaincus, ne tardera pas.

Tout le problème, dans un tel contexte, est de convaincre les pays membres des différentes communautés de l'Afrique centrale – Cémac, Céecac, CEPGL – que le temps est venu de constituer un ensemble stratégique régional capable de répondre aux défis qui leur sont lancés. Un ensemble stratégique unique et non divers qui inspire suffisamment confiance à la communauté internationale pour qu'affluent vers lui les moyens matériels et financiers indispensables.

Étant donné ce qui se passe actuellement en Centrafrique, cela n'a rien d'impossible dès lors que la volonté en est affirmée au plan politique avec suffisamment de force.

Jean-Paul Pigasse